ISSN 0024-7650

Les salaires se dégradent tandis que les profits augmentent : les travailleurs doivent se préparer à l'offensive

p. 12

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 006 - 12 septembre 1987 - prix : 6 F

Philippines

Cory Aquino, une marge de plus en plus réduite

p. 16

Nouvelle-Calédonie, Tchad, Golfe Persique

Les petites guerres du petit impérialisme français

SOMMAIRE

Dans le monde :
Page 6
— Tchad : C'est Hissène Habré qui tire...
— Belgique : La révolte dans les prisons.
Page 7
— Nouvelle-Calédonie : Un référendum bidon qui ne règle rien.
Page 8
— Dettes du Tiers Monde.
— Sud-Liban : Raids israéliens meurtriers.
— Israël : l'obligation religieuse.
Page 9
— RDA-RFA : la rencontre Kohl-Honecker.
— URSS : Une tonne de mensonge, une once de vérité.

En France :
Page 4
— Les "rénovateurs" et l'élection présidentielle.
— Insécurité policière.
Page 5
— Code de la nationalité : Chirac enclenche la marche arrière.
— La libération d'Albertini... et les calculs des politiciens.
Page 11
— Logement : hausse des loyers.
Page 12
— Les salaires, ça ne va pas.
Page 13
— Dans les entreprises (Ici Francolor, Sécurité sociale et Mutuelles).

Loisirs et culture :
Page 14
— Films : **La famille ; Agent trouble ; Man on fire.**
Page 15
— Livres : **Samedi soir, dimanche matin** d'A. Sillitoe.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires. Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission Paritaire des Publications n° 64995

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
_____
_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

EN BREF

Les jeunes et l'emploi : chômage, petits boulots, bas salaires... et colère

France-Soir du 7 septembre a publié les résultats d'un sondage sur les jeunes et l'emploi. Selon ce sondage 79% des jeunes seraient prêts à accepter un poste ne correspondant pas à leurs diplômes ; 54% prêts à travailler plus de 39 heures sans même avoir droit à une compensation de salaire ; 74% seraient prêts à quitter leur région et 57% à quitter le pays pour trouver un emploi.

"C'est l'heureuse surprise de ce sondage" commente *France-Soir*, tout fier de titrer : *"57% des jeunes prêts à s'expatrier pour trouver un emploi"*.

Qu'il s'agisse d'une "surprise", c'est à voir, quant à la qualifier d'"heureuse", tout dépend pour qui ! Dans *Le Monde* paru le lendemain, l'ancien président du CNPF, Yvon Gattaz, s'il se dit satisfait (et on devine pourquoi), ne va pas jusqu'à se dire surpris. Les raisons des résultats du sondage, il les donne d'ailleurs noir sur blanc quand il fait mine de s'apitoyer sur *"l'inquiétude compréhensible* (des jeunes) *dans un pays qui compte presque un chômeur par famille"*.

Eh oui, quelle "heureuse surprise", quelle aubaine pour les patrons que l'inquiétude née du chômage ! Cela permet, avec la complicité des gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche, de multiplier les "petits boulots" avec de "minipayes", voire sans paye du tout sous prétexte "d'apprentissage", de stages dits d'"initiation", d'"insertion" ou autres. Mais la seule initiation qu'en retirent ces jeunes, c'est à l'exploitation, à la rapacité des patrons.

"Les jeunes ont cassé leur coquille", se réjouit Gattaz. Mais que les patrons y prennent garde : ces jeunes ne se contenteront pas toujours de coquilles vides en guise de salaire. Et, après un pareil apprentissage de la vie, ils pourraient donner un sacré fil à retordre aux patrons !

Baisse de la TVA et autosatisfaction

A l'annonce de la baisse de la TVA sur les automobiles, Calvet, le PDG de Peugeot SA, a fait connaître sa *"satisfaction totale"* devant une *"mesure extraordinairement importante"*.

Il y avait effectivement de quoi : cela peut donner un coup de fouet aux ventes et donc aux profits des constructeurs. Evidemment, c'est à voir car, vu la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, rien ne dit que cette augmentation des ventes sera mirobolante. En revanche, cette mesure sur la TVA a eu un effet immédiat sur la Bourse : la valeur des actions des firmes automobiles, de leurs sous-traitants et des établissements financiers spécialisés dans le crédit-auto ont démarré sur les chapeaux de roue (+4,8% pour Peugeot, +5,7% pour le titre Renault, +4,7% pour Michelin, +4,2% pour SOVAC, sans oublier Labinal, Luchaire, Hutchinson, Valéo et quelques autres).

Des profits en hausse donc pour une poignée de capitalistes, sans oublier des espoirs de dividendes électoraux pour le gouvernement, ou plutôt pour Chirac qui a tenu à présenter cette mesure comme son œuvre !

Restent les automobilistes qui ne verront évidemment pas d'un mauvais œil cette baisse de la TVA (du moins ce qu'il en restera... quand les constructeurs auront "ajusté" leurs prix car il est probable qu'ils vont en profiter tôt ou tard). Maintenant, il se peut aussi que les automobilistes ne soient pas aussi naïfs que l'espère Chirac : car cette "baisse" a été l'occasion pour des millions de gens de se souvenir que la petite R5 était taxée comme un produit de luxe au même titre qu'une Mercedès ou une Rolls. Cela a fourni aussi l'occasion à des millions de consommateurs de constater que la TVA automobile appliquée en France était la plus élevée d'Europe et que, même après cette "baisse", avec 28% de TVA, la France reste loin devant la majorité des pays européens où cette TVA tourne autour de 14 à 15% : deux fois moins qu'ici !

Au temps de l'homme des casernes

A la suite de la plainte de dix-sept appelés du contingent, pour coups et injures, dix gradés ont été sanctionnés. Ce n'est pas la première fois que des chefs boxent ou insultent des jeunes, c'est même assez fréquent. Faute d'être capables de grand-chose d'autre, les gradés se font la main sur "l'ennemi intérieur".

Pour apprendre à se défendre, et à se servir des armes, pas besoin de mettre la jeunesse sous la coupe d'imbéciles galonnés qui ne sont là que pour faire marcher au pas leur propre peuple.

L'opium du peuple

Des adolescents se procurant certaines colles en vente libre pour se droguer, celles-ci vont être interdites à la vente... sauf pour usage industriel. Tant mieux pour la santé des jeunes. Reste celle des travailleurs de l'industrie, où ce ne sont pas les produits permettant de se "shooter" — parfois à mort — qui manquent, que ce soit les colles, les vernis ou autres peintures, dont l'usage est fort peu contrôlé et bien souvent même pas réglementé.

Oui à la santé des jeunes, mais n'oublions pas non plus celle des moins jeunes.

Les Fêtes de Lutte Ouvrière

• LYON

SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 SEPTEMBRE
Hall des Fêtes à Saint-Fons
Samedi à partir de 16 heures et dimanche de 14 à 20 heures.

• BOURGES

SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 SEPTEMBRE
au Parc Saint-Paul

• BORDEAUX

DIMANCHE 20 SEPTEMBRE
Garenne de la Blancherie - Cenon de 11 heures à 20 heures.

• DIJON

SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
Salle Mendès-France à Quétigny
Samedi à partir de 19 heures et dimanche de 12 heures à 20 heures.

• TOULOUSE

SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
au Parc de la Mounède (Route de Saint-Simon)
Samedi à partir de 18 heures et dimanche jusqu'à 20 heures.

Nouvelle-Calédonie, Tchad, Golfe Persique

L'impérialisme français nous engage dans ses sales guerres

En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement français organise dimanche 13 septembre un référendum soi-disant destiné à décider de l'avenir du territoire. En fait, cet avenir, c'est lui et ses prédécesseurs qui en ont déjà décidé. On fera voter à ce référendum, aussi bien que les habitants initiaux kanaks de la Nouvelle-Calédonie, les fonctionnaires ou les colons fançais présents là-bas depuis au moins trois ans, et dont les gouvernements français ont peuplé cette île qu'ils contrôlent tout simplement en vertu du droit du plus fort.

Comme on a tout fait, depuis plusieurs années, pour rendre les colons français majoritaires, ce référendum donnera un résultat connu d'avance : oui à la continuation de la présence française. Et le gouvernement pourra prétendre que c'est la population qui en a décidé démocratiquement. Mais les partisans de l'indépendance, les indépendantistes kanaks du FLNKS, refusent à juste raison de se prêter à ce jeu truqué et ont décidé de le boycotter.

C'est pourquoi, quoiqu'ils en disent, ce n'est pas sur le vote de dimanche que les gouvernants français comptent pour maintenir leur emprise sur la Nouvelle-Calédonie ; c'est sur la force. L'armée française joue là-bas les troupes d'occupation. Sous prétexte d'apporter leur aide aux villages kanaks, les militaires français vont percer des routes pour permettre à leurs blindés d'accéder aux moindres recoins de l'île. Ou bien, sous prétexte *"d'action civique"* ou de *"mission humanitaire"*, ils vont expliquer aux Kanaks pourquoi il faut voter au référendum. Et peut-être verra-t-on leurs camions les emmener de force au bureau de vote.

C'est la loi du plus fort qui décide en Nouvelle-Calédonie. On l'a bien vu il y a quelques jours à la télévision, qui a montré les CRS matraquant un rassemblement pacifique d'indépendantistes kanaks, sous prétexte que la manifestation était illicite. Mais les mêmes CRS ne sont pas intervenus mercredi 9 septembre, lorsque le RPCR, cette version calédonienne du RPR qui rassemble les partisans de l'ordre colonial, a organisé une manifestation de plusieurs milliers de personnes à Nouméa. Par contre, les camions de l'armée sont peut-être intervenus, là encore... pour aider au transport des participants vers le lieu du rassemblement.

Ce que l'armée française protège là-bas, ce n'est même plus les gros intérêts des sociétés qui avaient fait fortune avec le nickel et qui ont exporté leurs capitaux dès que les cours de ce métal se sont effondrés. C'est la présence de quelques colons qui veulent garder leurs villas à Nouméa, et continuer à toucher les subventions que le gouvernement français leur distribue à profusion. Pour que ces gens-là continuent à se remplir les poches, on met en route là-bas l'engrenage d'une guerre coloniale.

Il n'y a pas qu'en Nouvelle-Calédonie que l'armée française se distingue. Au Tchad aussi, le gouvernement français prétend ne pas intervenir directement. Mais le dictateur qu'il protège, Hissène Habré, bénéficie de toute l'aide matérielle de l'armée française pour se livrer à ses expéditions militaires. Et c'est l'armée française elle-même qui a abattu, lundi 7 septembre, un avion libyen. C'est une autre guerre coloniale qui se mène pour montrer que l'Afrique doit rester la chasse gardée de l'impérialisme français et que celui-ci continuera de protéger les dictateurs au pouvoir et les intérêts des quelques grosses sociétés françaises, voire même seulement ceux des quelques copains de militaires et de politiciens français installés là-bas.

Oh, bien sûr, l'impérialisme français est un petit impérialisme. Il n'a plus de gros moyens, ni même de gros intérêts à protéger. Il ne s'engage que prudemment, et dans des guerres à sa mesure, là où il n'y a que quelques colons à protéger, quelques dizaines de milliers de Kanaks à dominer, ou bien des militaires tchadiens pour se battre à sa place. Mais il s'engage quand même. Et même dans le Golfe Persique, il a envoyé ses porte-avions filer le train aux porte-avions américains. Pour qu'on ne puisse pas dire qu'il était absent si jamais il y a là-bas un affrontement et des profits à en tirer, ne serait-ce que des armements à vendre.

Voilà à quoi servent l'argent de l'Etat, les impôts et les sacrifices qu'on impose aux travailleurs ici en France ; à aller mener en divers coins du monde de sales petites guerres au seul profit de quelques colons ou de dictateurs amis de Chirac ou de Mitterrand. Petites guerres dont, si nous laissons faire, sortira peut-être un jour une grande. Et on la fera alors non seulement avec l'argent extorqué aux travailleurs d'ici, mais avec la peau de leurs enfants, qu'on enverra mourir au Tchad ou au Liban, ou bien dans le Golfe Persique ou le Pacifique, pour les gros sous de quelques profiteurs.

Arlette LAGUILLER

Les chômeurs de longue durée et les travaux du gouvernement

En matière d'aménagement du chômage, le gouvernement a des idées. La dernière : selon la presse un décret serait paraît-il publié prochainement permettant à des chômeurs de longue durée de travailler partiellement sans perdre la totalité de l'allocation spécifique de solidarité de 64,5 F par jour payée par l'Etat. A condition que son activité ne lui rapporte pas plus de 3 354 F par mois. Le montant de son allocation spécifique de solidarité sera alors réduit *"en proportion de ses ressources dans la limite de 17 jours d'indemnisation par mois"*, dit le journal *Le Monde* du 10.9.87.

Tout cela paraît-il, pour faciliter la *"réinsertion sociale"* des chômeurs de longue durée. Si l'on peut douter que cela aide à remplir l'objectif proclamé, on doute moins que cela aide à diminuer les indemnités des chômeurs, et surtout que cela soit destiné à les pousser à accepter les *"petits boulots"* mal payés et occasionnels que les patrons trouveront dans leur intérêt de leur offrir.

Non ce n'est pas l'imagination qui est au pouvoir, mais seulement le dieu profit.

Ils mégotent sur le SMIC

Le ministre du Budget Alain Juppé voudrait augmenter le prix du tabac, mais ne voudrait pas que cela soit répercuté sur l'indice des prix. Il demande un indice excluant le tabac et les alcools. Le gouvernement lutte-il contre le tabagisme et l'alcoolisme, ou essaye-t-il de trouver une nouvelle combine pour empêcher d'augmenter l'indice sur lequel le SMIC est basé ? Poser la question c'est y répondre.

L'indice sans tabac existe déjà, c'est l'Institut de la statistique lui-même qui le dit. Mais voilà, une augmentation du prix du tabac de 10 % par exemple, pèserait à hauteur de 0,1 à 0,2 % sur l'indice de fin d'année. Et le taux d'inflation officiel, que le gouvernement avait annoncé à 2,3 %, s'établira déjà aux alentours de 3,5 %.

Pas étonnant alors qu'on essaye de ce côté-là, d'entourer la réalité d'un rideau de fumée.

Rentrée scolaire : bonnet d'âne pour Monory

Combien, à chaque rentrée, il y aura d'élèves dans les établissements primaires, secondaires, techniques ou supérieurs : c'est calculable à l'avance.

Combien il faudra de classes, d'enseignants est, du même coup, facile à déduire. Comme il est simple d'ailleurs d'évaluer ce que tout cela coûtera.

L'argent nécessaire pour répondre à la situation existe bien, si l'on en juge d'après les cadeaux que Balladur fait un jour aux sociétés, un jour aux industriels de l'automobile, un jour aux industriels de l'armement.

Mais pour l'enseignement, en 1987, comme en 1986, comme en 1985 et avant, pas question de délier les cordons de la bourse aussi généreusement. Alors selon *Le Monde*, on a prévu, à peine 30 000 places supplémentaires pour... 80 000 élèves en plus. Et dans le primaire on a même été jusqu'à supprimer 800 postes alors que le nombre des élèves a augmenté de 22 000.

On s'entasse donc à 30, 36, 38 dans de nombreuses classes. On fait des cours dans les cantines et les dortoirs désaffectés de plusieurs établissements.

Les jeunes peuvent bien perdre une année scolaire dans l'affaire : ce n'est pas le problème du gouvernement.

LES "RÉNOVATEURS" ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Se présenter, mais pour dire quoi aux travailleurs ?

Dimanche 6 septembre, la Coordination des "Rénovateurs" Communistes a rendu public un texte dans lequel elle appelait à la candidature de son chef de file, l'ancien porte-parole du Parti Communiste, Pierre Juquin.

De fait, si la possibilité d'une telle candidature est évoquée depuis plusieurs mois, même après la réunion de la Coordination, rien ne dit qu'elle doive voir le jour. Le texte publié par les "rénovateurs" explique en effet qu'elle reste conditionnée à... *"l'accord du principal intéressé"*, Pierre Juquin n'ayant à ce jour toujours pas fait connaître sa décision.

Si les "rénovateurs" estiment avoir quelque chose à dire, il est légitime qu'ils veuillent pouvoir le faire à l'échelle du pays, lors de la prochaine élection présidentielle. Ce n'est pas nous qui le leur reprocherons. Cela permettrait d'ailleurs aux militants, sympathisants et électeurs du Parti Communiste — auxquels les "rénovateurs" disent vouloir s'adresser — de vérifier ce que le courant "rénovateur" peut avoir à leur proposer dans cette période où bien des militants et des travailleurs, au sein ou autour du PCF, se posent des questions sur la politique de ce parti et sur celle qui permettrait à la classe ouvrière de répondre avec succès aux attaques du patronat.

Mais justement, tout le problème est de savoir quelle politique les "rénovateurs" comptent défendre. Dans le texte publié par leur Coordination, dimanche dernier, on trouve bien quelques affirmations ronflantes mais creuses telles que : *"Il faut faire du neuf avant que le vieux nous étouffe"*. Mais les rédacteurs du texte se contentent surtout d'énumérer une série de questions : *"Comment organiser le plein emploi et combattre la pauvreté ? Comment extirper le racisme et toutes les formes d'exclusion ? Comment réinventer la protection sociale ?"*, sans leur donner de réponses. Est-ce donc qu'ils n'en ont pas ?.

En fait, la seule affirmation un peu précise que l'on puisse relever dans ce texte est la suivante : *"La candidature de Pierre Juquin est utile à toute la gauche"*. Les "rénovateurs" se placent dans la perspective de "toute la gauche", d'une union de la gauche si l'on comprend bien. Et ils reprochent précisément à la direction du PCF d'avoir abandonné cette union de la gauche en quittant le gouvernement en juillet 1984. Le fait que le texte des "rénovateurs" soit muet sur cette période où la gauche a gouverné contre les travailleurs, n'en tire aucun bilan, aucune conclusion autre que de dire qu'il faudrait recommencer, c'est en soi tout à fait éloquent.

Eh bien, merci ! Les travailleurs ont déjà donné pendant cinq ans, dont trois avec des ministres du Parti Communiste associés à ceux du Parti Socialiste. C'est d'ailleurs cela, précisément, qui est l'origine du malaise, des interrogations de nombreux militants et sympathisants ouvriers du PCF. A juste raison.

Alors, oui, peut-être que Pierre Juquin acceptera d'être le candidat des "rénovateurs", de ceux des membres ou des proches du Parti Communiste qui souhaitent voir revenir aux affaires un gouvernement dit de gauche, avec ou sans ministres communistes, quitte à le voir mener la même politique hostile à la classe ouvrière que celle qui a été menée entre 1981 et 1986.

Mais, en quoi donc la politique proposée par les "rénovateurs" est-elle différente de celle que proposent le Parti Socialiste et le Parti Communiste lui-même qui n'espère rien d'autre, lui aussi, que de revenir au gouvernement ? Ce n'est pas alors la candidature de Pierre Juquin qui pourra répondre à l'attente de nombreux militants communistes sincèrement attachés aux intérêts de la classe ouvrière.

P.L.

INSÉCURITÉ POLICIÈRE

Des voyous sous l'uniforme

Il faut croire que les autorités policières ne se sentent pas à l'aise dans l'affaire des trois adolescents molestés au cours d'un contrôle policier dans le 17e arrondissement de Paris. La confrontation annoncée pour le vendredi 4 n'a eu lieu que le lundi 7 septembre.

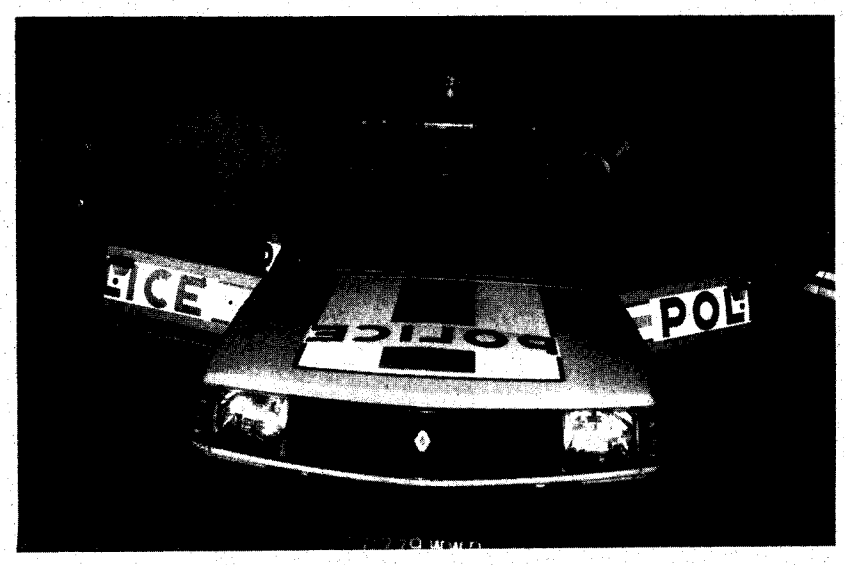
On se souvient des faits.

A Paris, à la lisière de Neuilly, dans la nuit du lundi 31 août, les policiers de la BMAN (Brigade mobile d'arrondissement de nuit) n'ont pas seulement commis une "bavure", ils ont fait une bourde. Sans le savoir, ils s'en sont pris à trois adolescents de "bonne famille" dont un qu'ils ont pris pour un "beur", alors qu'il ne l'est pas, à cause de son nom à consonnance arabe. Ils ont commencé par attacher avec des menottes le poignet de l'un à la cheville de l'autre. Puis, selon les témoignages des jeunes, ils ont cogné sur le prétendu "beur". Et d'après les déclarations de ce dernier, un des policiers aurait même fait semblant — car on espère que l'arme n'était pas chargée... — de jouer à la roulette russe sur la tempe de leur prisonnier.

Et tout cela pour rien, car les trois adolescents n'avaient commis aucun délit. Ils rentraient simplement le soir chez eux, et lorsqu'ils ont vu les flics, ils ont pris un raccourci et se sont mis à courir. Ils ont eu peur des flics. La suite a montré qu'ils n'avaient pas tort. Leur seule faiblesse a été de ne pas courir assez vite.

Au bout d'une semaine donc la confrontation a eu lieu. Les policiers ont nié tout recours à la violence en reconnaissant cependant qu'ils avaient bien lié les poignets de l'un à la cheville de l'autre et qu'ils avaient obligé les jeunes à sauter à cloche-pied. Rien que des méthodes douces donc, les ecchymoses des jeunes en sont sans doute... le symbole.

Quand les "bavures" se répètent, ce ne sont plus des bavures. Cela devient une pratique. Alors on parle de ce fait-là à cause du rang social des intéressés. Mais combien de jeunes, de "beurs", loubards ou pas, corrigés par des policiers, une nuit, sans que personne n'en sache rien ?



Tué parce que "pris pour un Arabe"

Jacques Orain vient d'être condamné à quinze années de prison pour avoir assassiné il y a près de deux ans, à Antibes, un jeune homme qui ne lui avait rien fait, et qu'il ne connaissait même pas. Jacques Orain était un chômeur "paumé", un violent qui venait d'acheter une carabine de chasse, sans doute pour menacer son ex-épouse avec qui il avait rendez-vous.

Il attendait dans sa voiture, mais alors une autre auto s'est garée à côté, dont l'auto-radio hurlait à plein volume. C'est parfois exaspérant. Jacques Orain n'a pas supporté et a tué l'automobiliste à l'auto-radio.

Pour se défendre il déclara : *"Je l'ai tué parce que j'étais gêné par le bruit de l'auto-radio et parce que je l'ai pris pour un Arabe"*. Et aussi : *"Je ne voulais quand même pas être pris pour un imbécile par des Arabes"*. Jacques Orain n'est sans doute pas bien malin, mais le plus imbécile c'est quand même le racisme, le sien comme celui des autres, même si en l'occurence la victime "prise pour un Arabe" était française.

L'urne ou l'autre

Un sondage "IPSOS-Le Monde" sur un échantillon de patrons d'entreprises de plus de 500 salariés, révèle que ceux-ci sont à 79 % satisfaits par Chirac, mais ils sont 61 % à approuver l'action de son prédécesseur Fabius. Ces grands patrons jugent que Mitterrand a plus de chances d'être élu que Barre ou Chirac aux prochaines présidentielles. Ça ne les effraye pas, car ils pensent à 80 % qu'un président de gauche est plus capable d'éviter les conflits sociaux qu'un président de droite, et à 49 % contre 28 % qu'il est plus capable de contenir les salaires...

Mitterrand, Barre ou Chirac, c'est tout bon pour les affaires des patrons.

Le maréchal des centres Leclerc

Edouard Leclerc, le PDG de la chaîne de super-marchés, envisage de se présenter aux prochaines élections présidentielles. Les idées qu'il compte défendre ? Un "gouvernement d'unité nationale" avec "Mitterrand président, Giscard Premier ministre" et "un doublement de la programmation militaire".

On ne sait pas si Leclerc est le moins cher dans ses magasins mais à l'Elysée il doublerait la note pour équiper l'armée. Les divisions de Leclerc feraient une sacrée addition.

CODE DE LA NATIONALITÉ

Chirac enclenche la marche arrière

"Toute modification du code de la nationalité suppose un large consensus national", a expliqué Chirac à la télévision le 8 septembre, indiquant qu'il attendait le rapport de la Commission des sages présidée par Marceau Long, commission qui va entamer des auditions télévisées et rendre ses conclusions à la fin du mois de novembre.

"S'il y a un consensus général, a t-il ajouté, *il y aura débat national et débat parlementaire (...) S'il n'y a pas de consensus général, je considère que ce n'est pas pendant une période pré-électorale que l'on peut trancher une affaire aussi importante"*.

Chirac a décidément bien des ennuis avec son code, qu'il avait déjà été obligé de reporter *sine die* après que les mouvements étudiants de l'automne lui ont fait remballer le projet Devaquet sur les universités; il avait en effet préféré, plutôt que d'affronter une nouvelle levée de boucliers, laisser passer l'hiver avant d'envisager toute rediscussion de la question. Revoilà le Premier ministre et futur candidat aux présidentielles à nouveau en passe de le reporter à plus tard, faute de consensus... dans son propre gouvernement et dans son propre parti !

Ses partisans sont partagés en effet, non sur le fond, mais plutôt sur l'opportunité de cette réforme, qui prévoirait que, désormais, un enfant d'immigré né en France doive, à sa majorité, faire expressément et obligatoirement la demande de la nationalité française s'il souhaite l'acquérir — l'administration étant seule juge et en mesure de l'accorder ou la refuser.

Et on retrouve là le problème que pose à la droite le poids électoral de Le Pen.

L'idée de la réforme est elle-même une concession aux thèmes de l'extrême-droite d'ailleurs. Et ce n'est pas par hasard si c'est au lendemain de *L'Heure de vérité* de Le Pen sur A2 précisément, au mois de mai dernier, que Chirac avait promis de "réactiver" le projet. Pas par hasard non plus si le gouvernement (et le RPR lui-même) est divisé sur cette question, davantage encore au fur et à mesure que se rapprochent les échéances électorales : entre ceux qui voudraient faire passer le projet dans l'espoir de retenir les électeurs attirés par Le Pen, et ceux qui craignent, au contraire, que ce faisant, leur candidat ne perde davantage de voix qu'il n'en gagnerait...

Et comme en plus chacun joue sa carte personnelle, cela diverge à qui mieux mieux. Pour Chalandon, l'auteur du projet, il serait ainsi urgent d'attendre. Pour Michèle Barzach, en revanche, il faudrait plutôt aller très vite (pour se débarrasser ?). Quant à Méhaignerie et aux barristes, ils y seraient aussi opposés. En tout cas, le projet brûle les doigts de tous. Ces désaccords faisant désordre, le futur candidat Chirac a tranché : on verra plus tard ! Chirac peut d'ailleurs d'autant mieux prendre cette décision que cette réforme n'a rien d'indispensable pour la bourgeoisie, pour les patrons et relève simplement de la démagogie réactionnaire à usage électoral.

Mais tant mieux, si ces divisions internes pour raison d'élection présidentielle entraînent le nouvel ajournement de ce projet, et si, en matière de code, Chirac enclenche à nouveau la marche arrière à grande vitesse. Car cela veut dire que même les politiciens réactionnaires doivent se rendre compte que leur démagogie ne passe pas la rampe.

F. F.

La libération d'Albertini... et les calculs des politiciens

Pierre-André Albertini ne savait sans doute pas, enfermé dans sa prison du Ciskei en Afrique du Sud, combien il comptait d'amis dans les différents partis politiques d'ici !

Et pourtant, sa libération a vu nombre de politiciens de tous bords voler au secours de la victoire, s'en attribuer les mérites et accuser le voisin d'"*entreprise de récupération*".

Oh, bien sûr, il n'y a pas eu unanimité tout de même. Il s'est trouvé, du côté de chez Le Pen, mais aussi du côté du RPR et de l'UDF, des grincheux pour faire la grimace devant la libération de ce jeune coopérant qui avait eu le tort d'être proche du Parti Communiste et de vouloir mettre ses actes en accord avec ses convictions. Certains se sont indignés que l'on puisse se réjouir de la libération d'un homme, accusé par le régime de l'Apartheid d'avoir aidé les militants de l'ANC, et condamné à quatre ans de prison pour avoir refusé de les dénoncer devant un tribunal ! Ainsi Michel Aurillac, ministre RPR de la Coopération, a par exemple déclaré que le jeune coopérant allait devoir *"s'expliquer sur son comportement"* et Jean-Claude Gaudin de l'UDF a jugé que P.A. Albertini avait été *"imprudent"* et était *"très critiquable"*.

Mais si une partie de la droite estime sans doute plus rentable de céder ainsi aux sirènes des électeurs de Le Pen, Chirac, par exemple, a tenu à dire qu'il avait *"fait son devoir"*. Et le ministre des Affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond, qui avait pourtant cet été reproché au prisonnier de *"ne pas s'être comporté comme il aurait dû"*, a tenu à souligner qu'il avait *"exercé au sein du gouvernement et en accord avec lui une action considérable pour sa libération"*.

Du côté des socialistes, les ténors ne sont pas restés muets non plus. Aussi bien Jospin que Dumas et Fabius n'ont pas manqué l'occasion de rappeler *"avec quelle fermeté"* Mitterrand avait refusé, il y a quelque temps, ses lettres de créances à l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris, tant qu'Albertini ne serait pas libéré, laissant entendre ainsi, que *"le président"* avait, lui aussi, joué un rôle "capital".

Bref, ce serait un peu grâce à tout le monde — ou presque — que Pierre-André Albertini aurait été libéré !

Pierre-André Albertini, le 8 septembre, lors de sa libération.

Une telle insistance à vouloir partager la paternité de cette libération, quitte à apparaître sur le même terrain que le PCF par exemple, qui a de son côté mobilisé depuis des semaines ses militants sur la question, peut étonner. Surtout venant de politiciens que l'Apartheid n'empêche pas vraiment de dormir.

Mais le fait est que ces politiciens préfèrent prendre l'aspect d'adversaires plutôt que de défenseurs de l'Apartheid.

Alors les calculs et la concurrence auxquels ils se sont livrés auront quand même eu du bon. D'abord parce qu'ils auront permis de libérer Albertini. Ensuite parce qu'ils auront rappelé, n'en déplaise aux Le Pen et à leurs émules, que l'Apartheid, ce régime pourri, basé sur l'exploitation de millions de Noirs, sur le racisme, les tortures, la répression et les pendaisons, n'a pas acquis droit de cité dans l'opinion.

Comme l'a expliqué Pierre-André Albertini lui-même à son retour, en effet, *"la situation en Afrique du Sud, ça ne laisse pas insensible"*. Et sa libération est un encouragement pour tous ceux qui veulent, réellement et sincèrement, la fin de l'Apartheid.

Frédéric FERRIERES

TCHAD

C'est Hissène Habré qui tire, mais c'est l'impérialisme français qui fait la guerre

Le gouvernement français est embarrassé par les événements du Tchad. C'est du moins ce qui ressort de ses déclarations et des commentaires de la presse. Hissène Habré, le dictateur tchadien et protégé de Paris, se montrerait indocile en allant trop loin.

C'est ainsi que, après avoir essuyé une défaite à Aozou, la semaine dernière, face aux forces libyennes, il a éprouvé le besoin de lancer l'armée tchadienne dans une expédition punitive. Dépassant la bande d'Aozou elle-même, cette bande de désert qui fait l'objet d'un contentieux territorial entre le Tchad et la Libye, les forces de Hissène Habré ont attaqué la base militaire de Maaten-Es-Sara, située à 100 kilomètres à l'intérieur du territoire libyen. Le raid aurait été particulièrement meurtrier, puisqu'il aurait fait plus de 1700 morts libyens. Il se solderait en outre par la destruction au sol de 22 avions et par plusieurs dizaines de chars détruits ou récupérés.

Hissène Habré n'aurait pu se livrer à ce raid s'il ne bénéficiait pas de tout l'appui militaire français. Celui-ci ne lui a pas manqué ; ni l'appui matériel, ni l'apport des conseillers militaires français ; ni même l'intervention directe puisque lundi 7 septembre, ce sont les militaires français présents au Tchad qui ont abattu au-dessus de N'Djamena un bombardier libyen.

Pourtant, le gouvernement français se contorsionne pour dégager sa responsabilité. Il s'est déclaré, par la voix de Chirac mardi 8 septembre sur TF1, *"favorable aux solutions négociées"*. Il faut, a-t-il dit, *"que la paix revienne"*, *"la contestation sur la bande d'Aozou étant levée par la négociation ou par le recours aux procédures juridiques internationales que l'on connaît"*. Et il a ajouté que *"chacun doit, maintenant, faire un effort, aussi bien au Tchad qu'en Libye, en faveur du développement de l'économie, des hommes et des femmes qui ont souffert. C'est plus utile que de se faire la guerre"*.

Mais qui fait la guerre au Tchad, sinon la France, même si c'est par Hissène Habré interposé ? Qui a fourni l'appui militaire qui a permis à ce dictateur de s'imposer à la population tchadienne, avant même de faire la guerre à la Libye elle-même ? Pourquoi et de quel droit l'armée française intervient-elle ainsi dans un pays africain, bien au-delà de son territoire, et choisit-elle par qui le Tchad doit être gouverné et si telle ou telle portion de territoire doit être occupée par l'armée tchadienne ou par l'armée libyenne ?

C'est bien parce que les capitalistes et les banquiers français ont des affaires à faire, des positions à défendre, des contrats à imposer, que le gouvernement français veut démontrer, pas seulement aux maîtres du Tchad, mais à tous les dictateurs africains, que son appui politique, financier, militaire, leur sera garanti quoiqu'il advienne. Il faut leur montrer qu'ils ont intérêt à se faire les défenseurs, les partenaires complaisants des capitalistes français car ils seront payés en retour ; en soutien militaire, en argent, en appui ouvert contre leurs éventuels opposants.

Précisément, pour l'instant, c'est au Tchad qu'il incombe aux gouvernements français de faire cette démonstration. Aucun n'y a failli, ni les gouvernements de droite, ni le gouvernement dit de gauche prédécesseur de Chirac, ni Chirac lui-même. Le Tchad, depuis qu'il existe en fait, est le théâtre d'affrontements entre fractions qui se disputent le pouvoir, auxquels s'ajoutent les différends frontaliers avec la Libye ou même les interventions directes de celle-ci. Le gouvernement français a toujours tenu à intervenir, pour tenter d'imposer au Tchad un homme, un Etat, une armée faisant respecter les frontières, les structures issues de la colonisation française contre tous ceux qui pouvaient d'un côté ou de l'autre chercher à les contester.

Il est possible que Hissène Habré, l'actuel protégé de Paris, aille parfois plus loin que ce que l'état-major français lui-même lui recommande. C'est possible, mais ce n'est même pas sûr, car Chirac — et Mitterrand d'ailleurs — nous racontent ce qu'ils veulent bien. Mais s'ils ne voulaient vraiment pas de ces offensives de Hissène Habré, est-ce qu'ils ne disposeraient pas de tous les moyens pour le faire savoir à leur protégé ?

Bien sûr, Chirac peut se dire maintenant pour la paix au Tchad. Ceux qui font la guerre ne disent jamais qu'ils la recherchent. Ils préfèreraient que l'adversaire ne soit pas là, ou qu'il se laisse faire, ou qu'il dépose les armes. Mais en attendant, c'est avec le matériel français, avec l'appui français, avec l'intervention directe des militaires français que Hissène Habré fait la guerre. Et comme toutes les guerres, c'est un engrenage, dont on sait où il commence, mais dont on ne sait pas où il mène. La seule façon sûre de ne pas y être entraîné, c'est de ne pas y mettre le doigt.

Un soldat des Forces armées nationales tchadiennes, en avril 87.

Mais ce doigt, les gouvernements français l'ont mis. Ils l'ont même mis jusqu'au coude. Ils peuvent faire semblant de déplorer que cela aille trop loin, dire que ce n'est pas ce qu'ils ont voulu. Comme tous les fauteurs de guerre qui déplorent que l'adversaire se défende mais qui sont prêts à tout, sauf à se retirer. Mais la guerre du Tchad est bel et bien une guerre que mène l'impérialisme français, aux frais et au nom de sa population. Sans savoir, comme dans toutes les guerres, jusqu'où elle mènera, mais en sachant qu'il la mènera. Aussi longtemps, du moins, que nous le laisserons faire.

André FRYS

BELGIQUE

La révolte dans les prisons

On ne peut pas dire que le ministre belge de la Justice, Jean Gol, ait fait preuve de beaucoup de discernement. Pour bien montrer à l'opinion britannique que la Belgique était un pays civilisé, capable d'accueillir humainement les hooligans du Heysel extradés par la Grande-Bretagne, une aile de la prison de Louvain a été refaite, et la télé a montré des images de cellules neuves, claires, propres... ce qui a aussitôt provoqué l'exaspération des détenus belges.

Car eux, comme dans les prisons françaises, italiennes, espagnoles, ou autres, sont traités comme des animaux. Ils sont entassés nombreux dans de petites cellules crasseuses, mal chauffées ou au contraire surchauffées l'été.

Les émeutes des prisons de Forest et surtout de St-Gilles à Bruxelles ont fait plus de cent blessés et un mort. A l'intérieur de St-Gilles les révoltés ont tout brûlé, tout détruit.

Ce n'est pas contre les bonnes conditions promises aux hooligans qu'ils en avaient, mais contre les autorités belges qui laissent pourrir des délinquants, souvent pas même jugés, dans des conditions indignes.

La société capitaliste engendre la délinquance qui s'accroît en période de crise économique. Et la "réinsertion sociale" des délinquants que devrait préparer la prison n'est qu'une hypocrisie sans nom. Bien des bourgeois libéraux eux-mêmes s'indignent et réclament pour les prisonniers un peu d'argent, un peu d'humanité, ne serait-ce que pour éviter les révoltes.

Mais de l'argent, dans cette société dont les sommets regorgent, il n'y en n'a guère pour les prisonniers. Et lorsqu'un ministre de la Justice, Chalandon, essaie de s'en procurer, il n'imagine pas un autre moyen que de rendre la construction des prisons rentable en les privatisant. Mais il convient aussi de rappeler qu'un ministre de la Justice réputé libéral, Badinter, n'avait guère fait mieux, car les prisons françaises se sont remplies sous son ministère à peu près au même rythme que sous la droite. Alors, comment s'étonner que les détenus belges aient été outrés, en aient eu assez de continuer de croupir dans des prisons-taudis, et se soient soulevés ? C'est bien la seule voie que la société leur laisse.

André VICTOR

Un référendum bidon qui ne règlera rien

Le 13 septembre, si tout se passe comme le souhaite le gouvernement, le référendum d'"autodétermination" aura eu lieu en Nouvelle-Calédonie... Référendum bidon, puisque tout le monde sait déjà que le "oui" au maintien de la Nouvelle-Calédonie comme territoire français est sûr de l'emporter, par définition pourrait-on dire : tous les colons français présents dans le territoire depuis plus de trois ans pourront voter ; et les Kanaks, parmi lesquels se trouvent la quasi-totalité des indépendantistes, sont dès le départ minoritaires...

Logiquement, le FLNKS a refusé de se prêter à cette mascarade et appelle au boycott, et le fait que cette consigne sera largement suivie parmi la population kanake ne semble guère faire de doute aux yeux du gouvernement français : Bernard Pons, le ministre des DOM-TOM, a éprouvé le besoin de dénier, par avance, toute signification politique aux abstentions... Déclaration absurde, bien sûr, puisque c'est justement cela qui aura une signification politique, et non le résultat connu d'avance d'une consultation "démocratique" truquée...

En organisant cette "consultation", le gouvernement a voulu à la fois satisfaire l'opinion des colons les plus bornés en signifiant qu'il n'entendait plus discuter avec les indépendantistes, et faire croire ici, en France, que le maintien de la présence française de l'autre côté de la planète se faisait dans le respect de la "démocratie", puisque souhaité par une majorité...

Eh bien, pour ce qui est de l'image "démocratique", c'est raté.

Tout le monde a pu voir à la télévision, au mois d'août, les manifestants kanaks tranquillement assis sur une place de Nouméa se faire disperser brutalement par les forces de l'ordre. Nouméa est quadrillée par les CRS, le reste du territoire par les gendarmes et les parachutistes. Et, si le prétexte de cette omniprésence armée est d'"aider" les tribus kanakes par de menus travaux et de "garantir" que la campagne électorale se déroule dans des conditions démocratiques, sur le terrain, cela ne trompe personne : les hommes d'armes du colonialisme français sont là pour intimider la population kanake, pour exercer des pressions sur elle afin qu'elle ne suive pas les consignes du FLNKS.

Le général Francheschi, qui préside à tout ce déploiement armé, a même fait, en toute neutralité, sa petite tournée des tribus pour glorifier les vertus du droit de vote ! Mais il s'agit sans doute d'un simple cours d'instruction civique qui ne saurait être interprété comme une prise de position politique quand les indépendantistes appellent au boycott... D'après un témoignage rapporté par *Le Monde* des 6-7 septembre, il aurait même précisé au cours de cette tournée, à Touarou, qu'en cas de boycottage il pouvait incomber à l'armée d'empêcher que s'exercent des pressions au sein des tribus...

Sur le terrain, c'est la loi du plus fort. Et, aujourd'hui, le colonialisme français est le plus fort, l'armée française est capable d'imposer sa loi à une population de quelques dizaines de milliers de personnes.

La présence française aux antipodes n'a rien à voir avec la démocratie, mais bien plus simplement avec l'argent. L'argent que les capitalistes français ont pu tirer de l'exploitation d'énormes gisements de nickel tant que cela a été rentable, l'argent qu'une poignée de colons riches espère toujours réussir à tirer du tourisme de luxe et des petites affaires immobilières qu'il permet, le tout avec force subventions du gouvernement français...

Car c'est pour permettre à ces quelques colons fortunés de continuer à faire des affaires que le gouvernement français prend le risque d'une nouvelle guerre coloniale.

Bien sûr, la Nouvelle-Calédonie n'est pas l'Algérie, la population kanake n'est pas aussi nombreuse que l'était la population algérienne. Mais, en Algérie aussi, les soldats français occupaient le terrain pour permettre à quelques gros colons propriétaires de plantations de se maintenir et de mener grand train contre la volonté de la population du pays. En Algérie aussi, les troupes françaises quadrillaient tout ce qui pouvait l'être pendant que le gouvernement faisait mousser, aux yeux de la métropole, l'"aide" apportée par les soldats français aux villageois arabes. Une "aide" qui a peut-être laissé quelques menus travaux utiles mais surtout... pas mal de charniers qu'on découvre encore aujourd'hui.

La politique menée par les représentants du colonialisme français en Nouvelle-Calédonie est une impasse. Et elle ne peut être conduite que parce qu'une armée puissante est évidemment capable de s'imposer physiquement à un tout petit peuple. Voilà la réalité, et tout le reste n'est que trompe-l'œil destiné à abuser l'opinion en métropole.

Le référendum du 13 septembre ne règlera rien. Il ne convaincra certainement pas les Kanaks que leur cause n'est pas juste, il n'apportera pas plus de légitimité à la présence coloniale française.

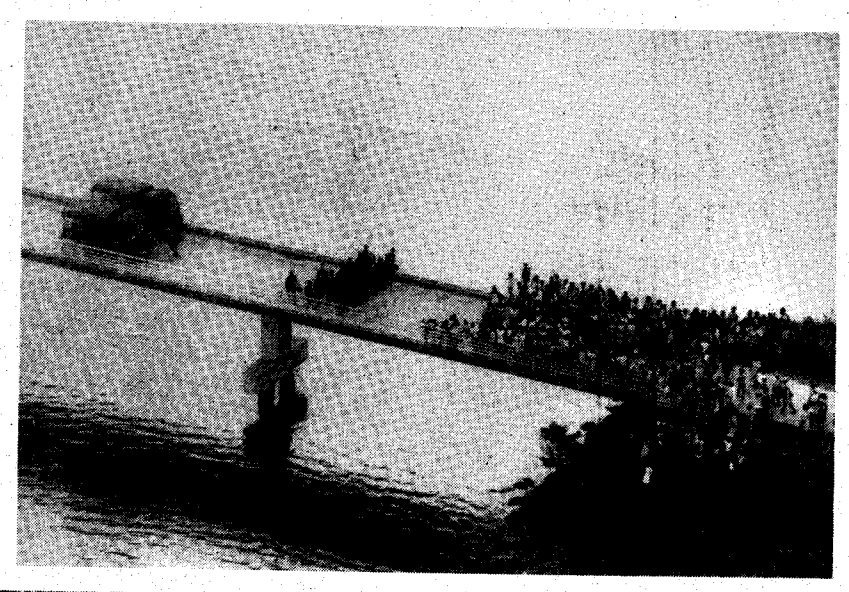
Mais ceux qui sont en train d'envoyer des troupes aux antipodes pour museler un petit peuple opprimé, qui accordent, aux frais du contribuable, des subventions en tout genre pour que quelques gros colons fortunés puissent s'enrichir encore plus sont les mêmes qui, ici, en métropole, s'attaquent à la classe ouvrière, réduisent son niveau de vie pour préserver les profits des patrons.

Alors les travailleurs français n'ont pas à être solidaires d'une politique que le gouvernement prétend mener en leur nom, n'ont pas à être solidaires de quelques riches colons bornés et avides.

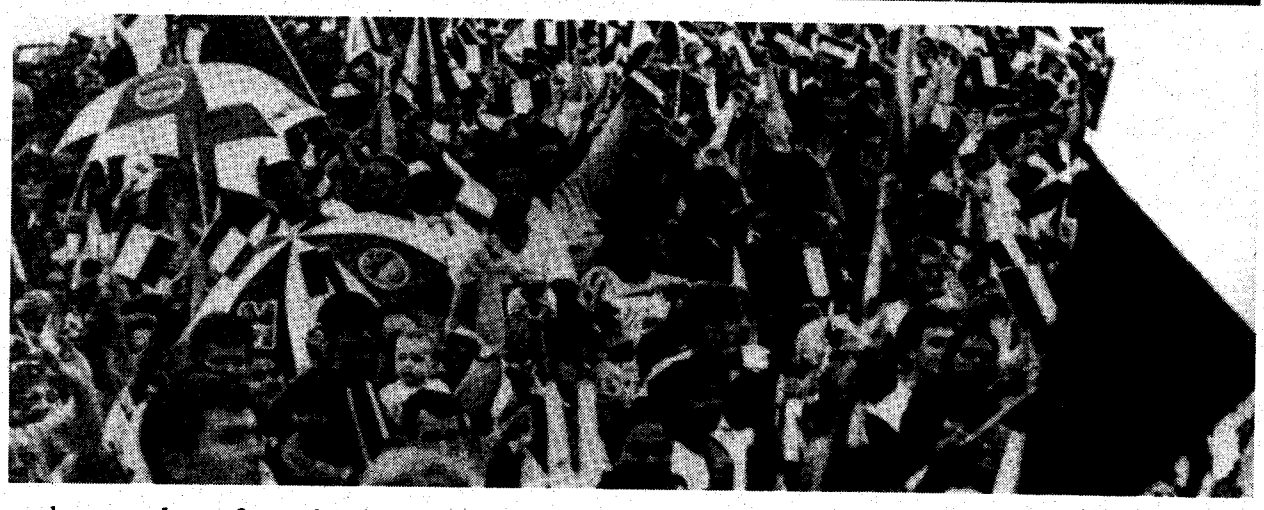
Tout au contraire, les travailleurs de France doivent soutenir la lutte du peuple kanak pour son indépendance.

A bas la présence française en Nouvelle-Calédonie !

Jean-Jacques FRANQUIER



A l'approche du référendum du 13 septembre, les manifestations et rassemblements ont été interdits en Nouvelle-Calédonie... pour les Kanaks :
— le 22 août à Nouméa, la police disperse et matraque une manifestation des indépendantistes
— le 9 septembre à Nouméa, plusieurs milliers de personnes participent à la "journée tricolore" du RPCR.



Les bonnes manières

• *"Qu'il s'agisse de la Une, de la Deux... chaque fois que je regarde les informations, je tombe (...) sur un témoignage du FLNKS. Je veux bien admettre que ce soit médiatique, mais ce n'est pas très convenable. Il n'y en a que pour ce parti-là."* Celui qui trouve qu'il n'est pas "très convenable" de trop montrer le FLNKS, c'est Chirac.

C'est vrai, quoi : les télévisions pourraient quand même faire des reportages sur la Nouvelle-Calédonie sans faire parler des Kanaks, puisqu'ils ont le mauvais goût de parler à chaque fois au nom d'un parti qui pourtant ne les représente pas — Chirac est bien informé, c'est son ministre Pons qui l'a dit...

D'ailleurs, en Nouvelle-Calédonie, la télévision locale et le seul journal local n'ont, durant la campagne, pratiquement pas parlé du FLNKS...

Comme quoi il y a quand même des journalistes "convenables"...

• Olivier Couhé, le correspondant du *Matin* en Nouvelle-Calédonie ne devait pas être un journaliste "convenable", comme dirait Chirac, parlant trop du FLNKS au goût de certains.

"On" l'a donc passé à tabac, histoire de lui apprendre les convenances...

Ces profiteurs dont on nous demande d'être solidaires

Jacques Lafleur, président du RPCR et député RPR, est une des plus grosses fortunes de Nouvelle-Calédonie.

Cela ne l'empêche pas de ne pas payer un seul centime d'impôt, ainsi que le révèle *Le Canard enchaîné* du 9 septembre : tout simplement parce que, depuis mars 1986, sont à nouveau exonérés d'impôts tous les *"produits de placements"* des résidents de Nouvelle-Calédonie...

Les anti-indépendantistes ont un chef de file qui représente bien la poignée de riches parasites au service desquels est mise la politique du gouvernement.

Un chercheur du CNRS en mission en Nouvelle-Calédonie, Alban Bensa, a été *"prié"* par la direction du CNRS de *"quitter le territoire dans les plus brefs délais"*... Il faut dire qu'Alban Bensa co-préside l'Association de soutien aux droits du peuple kanak, et que cela n'a pas plu au ministre des DOM-TOM.

Pour Bernard Pons, la Nouvelle-Calédonie, c'est la France, mais pas pour un citoyen français opposé à la politique du gouvernement.

SUD LIBAN

Raids israéliens meurtriers

46 morts et 40 blessés, tel est le bilan du raid israélien organisé le 5 septembre contre le camp palestinien d'Aïn-El-Héloué, près de Saïda au Sud-Liban. C'est le raid le plus meurtrier, en fait, depuis l'invasion du Liban par Israël en 1982. Les avions israéliens sont revenus plusieurs fois à la charge pour bombarder le camp, faisant des victimes parmi les sauveteurs qui étaient déjà accourus spontanément pour porter secours aux victimes du premier raid.

Selon le commandement israélien, il s'agissait de toucher un objectif militaire. Mais personne ne s'y trompe. C'est toute la population palestinienne qu'Israël veut continuer à terroriser, en lui rappelant régulièrement que la menace de ses avions et de ses canons est toujours présente.

C'est du terrorisme; un terrorisme qui ne se mène pas avec ces moyens du pauvre que sont la bombe ou la grenade déposées ici ou là, mais avec les moyens puissants d'un Etat moderne, qui agit sans la moindre condamnation internationale.

ISRAËL

L'obligation religieuse...

Vendredi 4 septembre au soir, seuls deux cinémas de Jérusalem étaient ouverts : l'ouverture des cinémas le vendredi soir, début du sabbat, choque les religieux orthodoxes à qui il ne suffit pas de s'abstenir d'y aller eux-mêmes (ce qui les regarde), mais qui prétendent interdire à tout le monde d'y aller. Ils sont, semble-t-il, en passe d'y réussir : à force d'attroupements et d'affrontements avec la police, le maire de Jérusalem, Teddy Kollek, qui avait pris le parti des laïcs, a finalement décidé de n'autoriser le vendredi soir que les projections organisées dans le cadre d'associations culturelles...

Dans le même temps, le Premier ministre (de droite), Itzhak Shamir, mais aussi le Président Herzog (socialiste) et le secrétaire général du Parti Travailliste ont estimé qu'à Jérusalem le sabbat devait être encore plus respecté qu'ailleurs...

Face au poids électoral de l'extrême-droite religieuse, à droite comme à "gauche", on n'est pas trop gêné de laisser le dernier mot à l'intolérance...

DETTES DU TIERS MONDE

De l'argent, il y en a... chez les bourgeois

On sait que la dette extérieure des pays sous-développés envers les créanciers des pays riches est presque de l'ordre de 1000 milliards de dollars, dont 400 milliards pour les pays latino-américains.

On sait que des plans d'austérité draconiens ont accablé des populations déjà pauvres sous le poids de sacrifices sans cesse renouvelés, soi-disant pour que le paiement des dettes soit effectué.

Ce qu'on sait moins, c'est que dans les pays pauvres il existe une bourgeoisie extrêmement riche qui, elle, ne participe en rien à "l'effort national" qu'on demande aux peuples. Bien au contraire, tout comme les banquiers impérialistes, elle suce sa part de profits — moindre, mais pas négligeable — dans ses propres pays, sans rien donner en échange.

Les bourgeoisies locales, brésilienne, mexicaine, philippine, ou autre, possèdent des centaines de milliards de dollars. Mais bien loin d'investir dans la production, elles sont méfiantes, ne croient pas dans la reprise économique, et sont sans doute bien placées pour redouter des troubles sociaux. Aussi préfèrent-elles, tout comme les financiers des pays riches, les placements spéculatifs et, de préférence, dans les pays industrialisés, réputés à "faibles risques".

Ainsi le Fonds monétaire international estime qu'en dix ans, de 1974 à 1985, 300 milliards de dollars de capitaux sont sortis des pays du Tiers Monde pour aller se placer ailleurs. Et là-dessus, plus de la moitié en provenance d'Amérique latine.

300 milliards, c'est le tiers de la dette !

Mais d'autres observateurs disent que les chiffres du FMI sont trop faibles. Le directeur d'un institut de recherche de Washington estime qu'en sept ans, de 1977 à 1984, ce sont 95,2 milliards de dollars qui sont sortis de trois pays seulement — les plus endettés — d'Amérique latine, le Mexique, l'Argentine, le Venezuela.

Un candidat de gauche aux élections présidentielles de l'an prochain au Mexique a chiffré à 70 milliards de dollars les capitaux mexicains déposés à l'étranger. (La dette du Mexique est de 100 milliards de dollars).

On a noté toutefois, depuis peu de temps, un certain renversement de tendance. Au Mexique, des capitaux rentrent de l'étranger, à la cadence d'un milliard de dollars par mois en ce moment. Pas pour investir. C'est qu'à la Bourse de Mexico le rendement du marché des valeurs a atteint au cours du premier semestre 163%. D'autre part, alors que l'inflation est très forte, les taux d'intérêts sont plus élevés. Des bourgeois mexicains estiment donc qu'on peut, après tout, spéculer aussi bien à Mexico qu'à Wall Street, Londres ou Tokyo, et font donc revenir une partie de leur fortune.

A côté de ces parasites locaux, dont les capitaux ne servent à rien d'autre qu'à spéculer, il y a les énormes parasites de l'impérialisme. Ces derniers s'enrichissent soit en tant que propriétaires directs ou indirects d'usines, de mines ou de plantations dans le Tiers Monde, soit en tant que banquiers prêteurs. Et, le plus fort, c'est que la dette du Tiers Monde va en augmentant, alors que les pays pauvres versent des milliards de dollars pour payer les intérêts. Ainsi, en 1986, l'Amérique latine a remboursé 28 milliards de dollars de plus qu'elle n'avait reçu. Et c'était 35 milliards en 1985...

Mais le remboursement de la dette équivaut à remplir un gouffre sans fond. Ainsi, en Amérique latine, pour pouvoir rembourser la dette, les importations ont diminué de 40% entre 1980 et 1985 et les exportations ont pratiquement doublé. Ce qui traduit un effondrement de la consommation des masses pauvres (car les importations pour les riches, elles, se portent bien) et la diminution des importations d'équipements industriels, faute d'investissements productifs.

Seulement, comme il est écrit dans le *Rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement : "L'effort extraordinaire fait par la région en matière d'exportation pour absorber l'alourdissement tout aussi extraordinaire du service de sa dette extérieure a pratiquement été anéanti par la baisse des prix de ses exportations (-12,7 % en 1986)".*

Eh oui, tous les pays pauvres essaient d'exporter au maximum leurs matières premières, ils se font d'autant plus concurrence, et les cours de matières premières baissent constamment, pour le plus grand bénéfice des pays et des trusts acheteurs.

Ainsi les masses populaires des pays sous-développés triment pour rien en ce qui concerne le remboursement de la dette. Dette qui ne les concerne d'ailleurs pas — car ce ne sont pas elles qui ont emprunté — et qui n'est aujourd'hui rien d'autre que la justification de sacrifices énormes.

Le Bureau international du travail constate dans le Tiers Monde une baisse du niveau de vie pouvant aller jusqu'à 40%. *Le Monde* écrit qu'au Mexique *"le salaire réel a perdu la moitié de son pouvoir d'achat au cours des cinq dernières années"*. Et *Les Echos* commente le *Rapport de la Banque interaméricaine de développement* sous le titre *"Baisse inquiétante du niveau de vie en Amérique latine"*.

Pour le moment ce sont les politiciens du Tiers Monde qui font mine, ici ou là, de ne pas vouloir payer la dette, mais qui acceptent quand même que leurs peuples la payent. Le jour où les travailleurs en auront assez de rembourser cette dette sans fin, les bourgeois du Tiers Monde comme leurs compères impérialistes auront vraiment des raisons de s'inquiéter.

André VICTOR

RDA - RFA

La rencontre Kohl-Honecker

La visite en Allemagne Fédérale du chef de l'Etat d'Allemagne de l'Est, Erich Honecker, était la première du genre. C'est la première fois, en effet, qu'un chef de l'Etat est-allemand était ainsi reçu en visite officielle à l'Ouest.

Bien sûr, il ne s'agit pas de cette reconnaissance officielle de l'Allemagne de l'Est que celle-ci réclame, depuis qu'elle existe, à l'Allemagne de l'Ouest. La visite n'a pu avoir lieu, justement, que parce que Erich Honecker a cessé de fixer cette reconnaissance comme un préalable. Mais il a tout de même obtenu du coup, sinon une reconnaissance de droit, au moins une reconnaissance de fait, et il a pu avoir la satisfaction de voir, à son arrivée, l'orchestre de la Bundeswehr l'accueillir en exécutant tour à tour l'hymne des deux Etats. De son côté, le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, a fait ainsi un geste qui n'est certainement pas mal vu par son opinion publique, sensible à tout ce qui peut aller dans le sens d'une normalisation des relations entre les deux Allemagne et d'une atténuation de la tension.

Sur le plan économique, les négociations qui ont accompagné la visite d'Honecker se sont efforcées d'assortir la visite de quelques accords pour développer un peu les échanges entre les deux parties de l'Allemagne, dont le développement a tendance à marquer le pas. D'autre part, concrètement, pour la population des deux Etats, la rencontre aura quelques petites conséquences; quelques petits pas seront faits dans la normalisation de la vie quotidienne : l'amélioration des liaisons routières et ferroviaires vers Berlin, la suppression d'entraves au trafic postal, la possibilité d'envoi de médicaments et de périodiques techniques ouest-allemands en RDA. L'autorisation du tourisme cycliste en RDA réclamée par la RFA s'est heurtée à un refus. Tout au plus les automobilistes ouest-allemands pourront-ils emmener en RDA un vélo sur le toit de leur voiture...

Ces mesures sont certes dérisoires. Mais elles font partie d'un ensemble. Ainsi, depuis quelques années, les voyages à l'Ouest pour rendre visite à leur famille sont devenus plus faciles aux citoyens de la RDA. Cela fait partie du climat de relative détente qui entoure les relations de part et d'autre.

Ainsi, quarante-deux ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants des deux Allemagne mettent chacun un peu de bonne volonté pour se reconnaître, au moins dans les faits.

C'est qu'il faut bien, pour les dirigeants de l'Est comme de l'Ouest, s'accommoder de l'existence de cette monstrueuse frontière qui coupe l'Europe en deux, et en particulier qui partage l'Allemagne. Elle est le résultat du rapport de forces entre l'URSS et les alliés occidentaux à l'issue de la dernière guerre, et marque les points respectifs où sont arrivées leurs armées. Pour les dirigeants de l'Ouest, sa remise en cause n'est envisageable que sous forme d'un affrontement armé permettant de modifier le partage d'il y a quarante ans : une troisième guerre mondiale en somme, dont la préparation fait partie des plans de tous les états-majors occidentaux, même si elle ne fait heureusement pas partie de leurs projets immédiats. Tandis que les dirigeants de l'Est, eux, ont pour toute ambition de réclamer de ceux de l'Ouest la reconnaissance définitive de cette frontière et tirent à vue sur tous ceux qui, sur le mur de Berlin ou ailleurs, cherchent à la franchir sans autorisation.

Alors, la réunification de l'Allemagne est probablement une aspiration largement partagée dans les populations de l'Est comme de l'Ouest. Mais, faute d'apparaître comme réalisable à court terme, tout ce qui peut lui fournir un substitut, comme la simple rencontre de deux chefs d'Etat, est sans doute bien accueilli. Faute de mieux devant ces deux repoussoirs que sont la menace d'une troisième guerre mondiale pour l'Est, et pour l'Ouest le régime policier et bureaucratique que fait régner de l'autre côté de la frontière, en guise de "socialisme", la bureaucratie russe et ses alliés locaux.

Mais la réunification de l'Allemagne impliquerait, justement, de se débarrasser de l'un comme de l'autre : de la bureaucratie russe et de sa tutelle oppressante d'une part, de la bourgeoisie occidentale et de ses appétits impérialistes d'autre part. Cela ne peut être l'œuvre que d'une révolution socialiste, qui seule donnerait aux deux fractions de la classe ouvrière allemande le moyen de coopérer pour se débarrasser de leurs oppresseurs respectifs. Et dont seule, la contagion sur tout le continent permettrait de réaliser cette Europe sans frontières, qui est inconcevable sinon, aussi bien pour un Honecker que pour un Kohl.

A.F.

URSS

Une tonne de mensonge, une once de vérité

L'Humanité du 9 septembre a annoncé que deux des plus célèbres dirigeants bolcheviks ayant été victimes de Staline, Trotsky et Boukharine, figureraient dans l'encyclopédie consacrée à la Révolution d'Octobre dont la publication à 200000 exemplaires est annoncée comme prochaine.

De fait, à mesure qu'approche la date du 70e anniversaire de la révolution de 1917 (le petit-fils de Trotsky y aurait été officiellement invité !), les autorités semblent vouloir quelque peu dépoussiérer l'histoire d'Octobre revue et corrigée par la bureaucratie. Ainsi réapparaissent petit à petit des bolcheviks de premier plan auxquels, pendant un demi-siècle, il avait été interdit de faire référence, si ce n'est pour les présenter comme des ennemis jurés du communisme.

Aujourd'hui, il semble que le régime veuille (partiellement) déterrer la mémoire de certaines de ses innombrables victimes, en arguant de ce qu'il appelle un *"retour au léninisme"*. Dans le même temps, Gorbatchev tente de se présenter comme le seul *"continuateur de Lénine"* face à ses prédécesseurs. Une situation qui n'est pas sans rappeler ce que fit Krouchtchev en son temps, mais à une tout autre échelle. Il semble en effet que, comme Khrouchtchev lorsqu'il "déstalinisa", le n° 1 de la bureaucratie actuelle veuille se parer de *"légitimité"*.

En tout cas, changement de n° 1 oblige, un nouveau manuel d'histoire du PC vient d'être commandé qui remaniera, pour la énième fois, l'histoire officielle en fonction des impératifs du moment. Selon un des responsables de cette édition, il s'agirait de ne plus montrer la seule activité de Lénine mais aussi celle d'autres dirigeants bolcheviks.

De temps en temps, désormais la presse cite donc tel ou tel de ces bolcheviks "oubliés" sans pour autant le présenter systématiquement comme un ennemi du communisme. Ainsi, à la mi-juillet, la *Moskovskaïa Pravda* présentait de façon favorable le rôle de Trotsky en 1918, à l'occasion d'un article historique consacré à un épisode de la guerre civile. La télévision a même diffusé un feuilleton sur les débuts de la révolution où, aux côtés de Lénine, apparaissaient d'autres dirigeants bolcheviks dont Trotsky.

La "transparence" prônée par Gorbatchev induit décidément du nouveau en URSS. Dans l'histoire officielle on suivra désormais la célèbre recette du pâté d'alouette : avec une tonne de mensonge, il y aura maintenant une once de vérité...

P.L.

Le MONA en action

Si sur un marché un vendeur cède des oignons à des acheteurs prêts à les payer, c'est tout ce qu'il y a de plus normal. Mais essayez déjà de demander à votre marchand de promettre de vous vendre 10Kg d'oignons la semaine prochaine au prix d'aujourd'hui. Ça sera plus difficile bien que ce genre de transactions soit pratiqué entre négociants. Pas tellement sur des oignons dont le cours varie peu mais sur du café ou du sucre.

Maintenant, au lieu d'acheter dans une semaine à un prix décidé aujourd'hui, vous pouvez si vous êtes tordu imaginer d'acheter non pas une certaine quantité d'oignons, de café, ou de clous de girofle mais acheter le droit... d'acheter demain si le cours d'alors vous paraît intéressant et de ne pas acheter s'il vous paraît au contraire trop cher, et ce droit d'acheter à un prix peut lui-même se vendre... et donc s'acheter.

C'est ce genre de trafic que la Bourse de Paris, toute fière paraît-il de copier celle de Chicago où les gangsters se sont fait banquiers, vient d'inaugurer en grande pompe, avec le MONA, le "Marché des option négociables sur actions". On va vendre des droits d'acheter ou de ne pas acheter. Et même pas des oignons mais du papier, c'est-à-dire des actions.

C'est une nouvelle étape de la modernisation de la Bourse de Paris entamée par le socialiste Bérégovoy qui en était tout fier et poursuivie par la droite et applaudie par tous les spéculateurs. Jusqu'au jour où ils pleureront de ne pas s'être contentés du commerce des oignons.

Pour les frères Chaumet, la justice n'a pas chômé

Le ministère public ne s'opposant pas à la mise en liberté des frères Chaumet, les célèbres bijoutiers de la place Vendôme, il est probable qu'ils seront remis en liberté trois mois après leur incarcération. Pour le représentant du Parquet, étant donné que les investigations les plus urgentes ont été effectuées, leur maintien en détention n'est plus nécessaire à la manifestation de la vérité.

Les bijoutiers Chaumet se livraient à un certain nombre d'opérations irrégulières. Leur chiffre d'affaires annuel est évalué à quelque 500 millions de francs, et leur "passif" est de 1,8 milliard de francs.

Chiffres honorables attestant de l'importance de ces citoyens d'une "honorable société", par ailleurs parents et débiteurs du ministre de la Justice lui-même. Non ce ne sont pas de simples voleurs de voitures ou de petits malfrats, ils ne croquaient que des diamants. Alors, les prisons étant déjà suffisamment encombrées comme ça, y compris par des tas de prévenus dont l'incarcération n'est plus nécessaire à la manifestation de la vérité, autant se débarrasser de ces hôtes de gros calibre.

Pensez donc, le montant des vols et malversations qui leur est imputé à eux tout seuls est peut-être égal à celui du total de tous les autres détenus de Fleury-Mérogis. Ce qui mérite sans nul doute un sort pas si commun.

Le pyralène et les pires criminels

280 fûts de pyralène étaient enfouis sous des carcasses de voitures à Roissy-en-Brie. *"Les gens qui ont fait ça sont des assassins, des irresponsables"*, a dit le maire de Roissy. Le pyralène sous l'effet du feu peut se transformer en dioxyne, la substance responsable du désastre de Seveso. Et dans ce dépôt de ferraille, on découpait des carcasses de voiture au chalumeau encore quelques jours auparavant...

Oui cela est criminel. C'est sans doute pour échapper aux coûts de destruction (3,50 F par kg de pyralène, et 10 F par kg de ferraille ayant contenu le produit), que ces fûts ont échoué ici ; et qu'il s'en promène sans doute bien d'autres à travers tout le pays.

Mais il serait pourtant bien simple, depuis que le pyralène est officiellement interdit (depuis le 4 février dernier), de recenser ce que ses propriétaires en ont fait. Il n'y a pas 36 000 fabricants du produit ou du matériel l'employant, et ils savent bien à qui ils en ont vendu, eux qui ont encaissé les bénéfices. Serait-ce donc une atteinte à la "libre entreprise" que de leur enlever le droit de mettre librement en danger la vie des autres ?

Les bénéfices passés et à venir de Renault

Le PDG de Renault, Raymond Lévy, plastronne à Francfort au salon de l'Automobile, où il confirme que la Régie fera plus d'un milliard de bénéfices cette année. Voilà qui fera sans doute plaisir à tous ceux que Renault vient de licencier pour cette rentrée dans ses différentes usines, ainsi qu'à l'ensemble des travailleurs de la firme qui ont vu ces dernières années les effectifs se réduire et les salaires bloqués en dépit de l'inflation. LE PDG de Renault annonce d'ailleurs que les licenciements continueront dans les années à venir.

Ainsi, l'activité dans les usines du groupe pourrait permettre à brève échéance la distribution de dividendes à des actionnaires, des "tondeurs de coupons", et il serait bon aux yeux du gouvernement et des dirigeants de Renault d'élargir le cercle de ceux qui profitent du travail des ouvriers de Renault, en modifiant éventuellement le statut de la Régie. Tant que Renault affichait un déficit, il valait mieux que ce soit l'Etat qui soit en devoir de l'éponger, mais quand il fera apparaître des bénéfices fiscaux, il vaudra mieux une certaine dose de privatisation.

Ce qui ne signifie pas que, parce qu'il y avait jusque-là déficit, personne ne s'enrichissait plus de l'activité des travailleurs de Renault. Non seulement tout un tas d'entreprises privées profitaient et profitent encore grâce aux commandes de Renault mais les banques aussi par exemple encaissaient et continueront d'encaisser chaque année de confortables "frais financiers" (trois à quatre milliards par an), qui grossissent leurs bénéfices, en les prenant aussi sur le dos des travailleurs de Renault.

Le PDG Raymond Lévy voudrait que les ouvriers acceptent les bas salaires, les licenciements, et qu'ils acceptent *"de travailler autant que les Japonais ou les Coréens"*. Tout cela au nom d'un prétendu "redressement" qui n'est en réalité que l'augmentation et l'élargissement des profits extorqués à ceux qui en sont la source, les ouvriers de Renault eux-mêmes. Alors, ceux-ci n'ont aucune raison d'en accepter les frais, ni par les licenciements, ni par la baisse de leur pouvoir d'achat.

H.G.

Enseigner le catéchisme, c'est la croix et la bannière

On prépare une génération qui sera privée *"de la capacité de connaître le bien et le mal"* a estimé monseigneur Lustiger archevêque de Paris. Comme on accuse déjà les élèves de ne savoir ni écrire ni compter, le niveau va donc encore baisser ! Le clergé s'insurge contre la tendance de nombreuses écoles à faire classe le mercredi matin, jour traditionnellement utilisé par les calotins pour véhiculer la parole du Christ, en libérant ainsi le samedi matin, afin que les familles - et les profs - puissent partir en week-end.

Affreux dilemme ! Certains religieux ont même saisi les tribunaux, car une loi impose à l'Education nationale de laisser libre une journée pour l' enseignement religieux. Mais pourquoi pas le samedi alors ? Les béni-oui-oui iraient entendre le saint enseignement tandis que les autres partiraient en week-end. Et pour les juifs religieux, qui ne doivent pas travailler le samedi, cela tomberait bien. D'ailleurs on pourrait aussi revendiquer pour les musulmans un autre jour, et ainsi de suite...

Lustiger, dans un esprit de conciliation propre à son état, vient de proposer qu'on ne travaille en classe ni le mercredi, ni le samedi, préservant ainsi le catéchisme et l'unité des familles, mais en compensation il propose de diminuer de quinze jours la durée des vacances scolaires. Comme nul n'est prophète en son pays, tout le monde lui est évidemment tombé sur la soutane.

On envisage une réglementation pour empêcher les fumeurs d'empoisonner les non-fumeurs dans les lieux publics. Il serait temps que les consommateurs de cet "opium du peuple" qu'est la religion, sacrifient à leur besoins discrètement sans embêter le populo.

A. V.

Amen... le fric

Le pape au pays de JR donne dans le grandiose et la gabegie.

Autel à trois étages pour une cérémonie dans le Texas. 150 000 crucifix argentés dans une ville de l'Arizona. 10 millions de francs (un milliard de centimes) pour 36 heures à la Nouvelle-Orléans. La même chose pour sept heures à Monterey en Californie.

L'Eglise américaine estime ne pas s'en tirer à moins de 20 millions de dollars, c'est-à-dire plus de cent millions de francs et ne doit pas manquer de se féliciter d'avoir parmi ses fidèles des gros bonnets de la standard Oil ou le PDG de Chrysler.

Il paraît que bien des contribuables américains trouvent par contre un peu trop "catholique" d'avoir à banquer leur quote-part des 10 millions de dollars qui seront dépensés pour assurer la sécurité du petit père des pauvres... Des mauvaises langues disent que tout cet argent-là serait mieux utilisé à secourir les pauvres et à aider les victimes du sida.

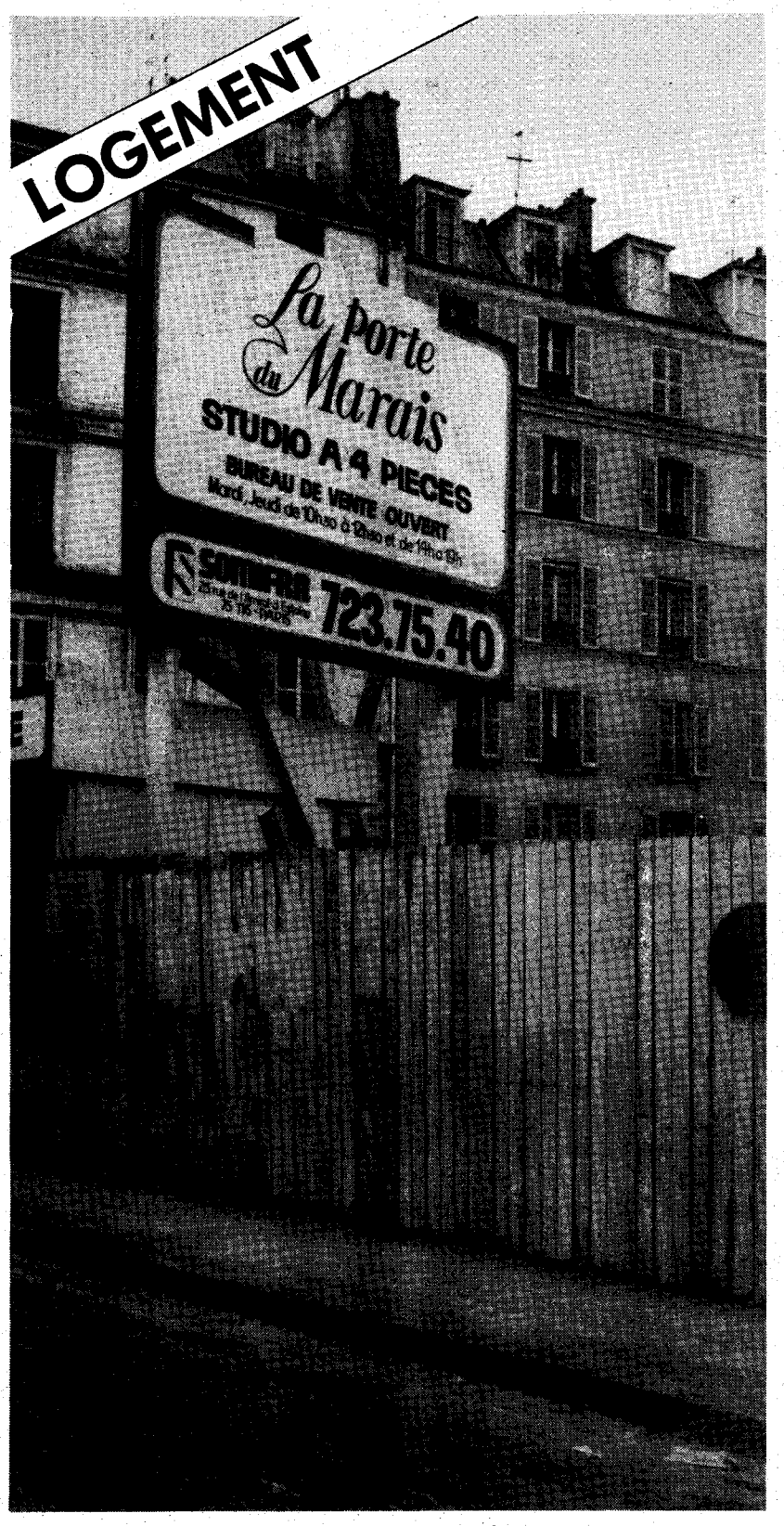
Sans aucun doute.

Nuages sur la ville

Vendredi 4 septembre, Barcelone a connu une soudaine épidémie d'asthme qui en quelques instants a provoqué l'hospitalisation de plus de cent personnes et la mort de deux d'entre elles. Evidemment, comme à Athènes il y a quelques semaines, c'est la pollution industrielle et automobile, soudainement aggravée par les conditions météorologiques (absence de vent et montée de l'hygrométrie de l'air) qui est responsable de cet étouffement.

Les autorités, qui se refusent à imposer aux industriels de la métropole catalane (trois millions d'habitants) des mesures de dépollution coûteuses, cherchent une explication : un cargo de soja aurait rejeté dans l'atmosphère des poussières dangereuses.

Cela fait quand même la quatorzième fois depuis 1979 que Barcelone connaît de semblables alertes, plus ou moins graves. Les autorités diront ce qu'elles voudront, on respire quand même mieux à la campagne quand il n'y a ni usine, ni voiture, ni capitaliste pollueur.



HAUSSE DES LOYERS

Une mode parisienne ?

Le ministre du Logement, Méhaignerie, conteste que sa loi provoque une flambée des loyers et, selon lui, l'engorgement des commissions de contestation est un phénomène essentiellement parisien.

Il est vrai qu'à Paris sur 1.200.000 logements, selon *Le Parisien* du 5-6 septembre, 500.000 sont concernés par sa loi, et qu'au 1er octobre, avec le renouvellement des baux, il ne va pas manquer de propriétaires pour prendre les encouragements de la loi Méhaignerie pour... argent comptant.

Avant même cette date, les confédérations de locataires avaient déjà fait état d'augmentations de 30%, 50% voire 100%.

Quant à la province, il faudrait vraiment croire aux miracles pour penser qu'elle ne suivra pas la mode parisienne. Méhaignerie s'était bien assez vanté lui-même, auprès des propriétaires (et néanmoins électeurs), des bienfaits de sa loi qui allait permettre la libération des loyers. Même si, aujourd'hui, on peut compter sur lui pour en minorer les effets, il n'en a pas moins déclaré le 4 septembre que pour 1987 les loyers augmenteraient en moyenne de 6%.

6%, c'est de toute façon bien supérieur à l'évolution des salaires. Et une véritable augmentation de tous les salaires, il n'y a que ça qui puisse "faire la rue".

EST DE PARIS

Quand rénovation est synonyme d'expulsion

Les quartiers de l'est de Paris (les 11ème, 18ème, 19ème et 20ème arrondissements) sont en pleine rénovation. Tant mieux pourrait-on penser si rénovation immobilière n'était pas synonyme, dans cette société, de spéculation et d'expulsion des familles les plus pauvres.

C'est ainsi que *Le Parisien* du 7 septembre rapporte comment les propriétaires des hôtels meublés de ces quartiers de la capitale procèdent actuellement, de différentes façons, à l'expulsion de leurs locataires, afin de pouvoir transformer leurs établissements actuellement "hôtels meublés non-homologués" en hôtels deux étoiles, d'un bien meilleur rapport.

Avec la construction en cours de l'Opéra de la Bastille et celle, achevée, de la Cité des Sciences de la Villette, en effet, l'Est parisien prend de la valeur et devrait connaître, avec le développement du tourisme, une activité hôtelière en expansion. Du coup, les locataires actuels doivent dégager. D'abord parce que les hôtels doivent être vidés pour être transformés, et sans locataires permanents pour être classés hôtels de tourisme.

Et les méthodes employées par les propriétaires pour "convaincre" les éventuels hésitants sont les mêmes que celles qu'employaient déjà les propriétaires d'immeubles dans le Marais ou dans le 15ème arrondissement de Paris par exemple à la "belle époque" de la rénovation de ces quartiers.

Par exemple, cite *Le Parisien*, *"les hôteliers laissent volontairement se dégrader leur patrimoine (...) pour obtenir de la préfecture un arrêté d'insalubrité et l'expulsion des locataires avec parfois l'aide des forces de l'ordre"*. D'autres couperont l'eau ou l'électricité pour décourager les récalcitrants.

Où seront relogés les anciens locataires, principalement les immigrés et les personnes âgées pour qui les anciens prix étaient encore praticables ?

Bien entendu, tout le monde, propriétaires et autorités, s'en moquent.

Le logement des pauvres n'est pas leur problème. Leur seule préoccupation, c'est ce que ça leur rapporte.

Voilà ce que veut dire pour eux le mot "rénovation".

F. F.

DE GISCARD A BALLADUR

Toujours prêts

Le célèbre emprunt à 7% indexé sur l'or, *"l'emprunt Giscard"*, vient à expiration. Il a rapporté à l'Etat, lors de son émission, 6,5 milliards de francs en 1973.

Le payement des intérêts a déjà coûté au Trésor 40 milliards. Et le remboursement va de nouveau faire sortir 55 à 60 milliards le 16 janvier prochain. Une sacrée bonne affaire pour les détenteurs. Toutefois Balladur craint qu'une pareille somme vienne perturber le marché, aussi propose-t-il aux possesseurs d'acheter avec leurs "Giscard" des actions de sociétés privatisées ou des obligations du Trésor, vendues d'ailleurs au-dessus de leur valeur.

Non seulement les bénéficiaires de l'emprunt Giscard auront ramassé plusieurs fois leur mise, car, même en tenant compte de l'inflation, une centaine de milliards pour 6,5 c'est énorme, mais en plus ils vont pouvoir continuer.

L'Etat lance en effet un nouvel emprunt à long terme (7 et 15 ans) à des taux plus élevés (10,16% et 10,49%).

En a-t-il vraiment besoin ? Depuis quelques temps les recettes fiscales sont devenues abondantes. Les trusts regorgent de tant de capitaux que l'Etat en ramasse fiscalement quelques miettes et que le déficit budgétaire s'amenuise. Les impôts viennent même de rapporter 5 à 6 milliards de plus que prévu.

Alors pourquoi ne pas attendre, plutôt que d'emprunter à des taux élevés ? Alors pourquoi ne pas utiliser les recettes des futures "privatisées" si l'Etat a vraiment besoin d'argent ?

Seulement il faut bien remplacer l'emprunt Giscard par quelque chose, même si ce n'est peut-être pas aussi extra. Après le "Giscard", il y aura donc le "Balladur" permettant à ceux qui vont toucher leurs 55 à 60 milliards, et à quelques autres, de continuer à piller le Trésor public.

Maintenant, évidemment, tout ceci ne laisse pas la place pour combler le prétendu "trou" de la Sécu. Où trouver les 20 à 30 milliards nécessaires ? Où voudriez-vous que l'Etat prenne une somme aussi énorme ?

André VICTOR

Quand les élus du peuple font des heures sup' chez les patrons

Le journal *Les Echos* rapporte en termes élogieux l'expérience de stages en entreprise effectués par... des députés de droite et du Parti Socialiste. Une riche idée qui, selon le journal, aurait permis aux élus et aux patrons de *"se connaître, se respecter, apprécier les contraintes des métiers respectifs, balayer les sectarismes" !*

Et de citer avec satisfaction les propos du député PS des Vosges, Christian Pierret, déclarant : *"Après trois stages, je ne voterai plus l'impôt sur les grandes fortunes version 1982"*.

Evidemment, pour parler comme ça, ces députés n'ont pas fait de stages aux manivelles ou des stages TUC à 1500 F par mois. Dommage parce qu'alors ils trouveraient peut-être l'impôt sur les grandes fortunes non pas trop lourd mais trop léger.

Le spectacle ridicule de ces professeurs socialistes se donnant en spectacle et fiers de retourner à l'école des patrons a au moins un mérite : il montre qu'il ne faut vraiment pas grand chose pour que ces élus du peuple deviennent des zélés du patronat. Quand les députés de droite défendent les patrons ils défendent la famille, le père ou le frère. Les socialistes, eux, remercient qu'on ait bien voulu leur laisser visiter l'usine. Ça leur suffit pour se transformer en larbins du patronat.

Des capitalistes qui avouent leur parasitisme

Les discours des ministres pour chanter les louanges des patrons, les émissions télévisées pour vanter les mérites des entreprises qui investissent et font ce qu'elles peuvent pour créer des emplois, tout cela ce sont les mensonges qu'on sert au bon peuple.

Mais quand les capitalistes causent entre eux, c'est une autre version. Ainsi Alain Chevalier, PDG de l'entreprise de luxe Louis Vuitton-Moët-Hennessy (bagages de luxe, champagne et cognac), n'hésite pas à déclarer tout net dans une interview au journal boursier *La Tribune de l'Economie : "Une grande partie des investissements et profits se fait aujourd'hui sur des opérations de spéculation à court terme qui sont fondamentalement moins utiles à la croissance, à l'emploi et au développement que si cet argent s'investissait dans les entreprises. Les signes de dérèglement sont patents."*

Et le même PDG qui fut longtemps un membre influent du CNPF d'ajouter : *"La question qui se pose est en fait de savoir si les dirigeants d'entreprise, dès lors qu'on a consenti un effort en faveur de leurs firmes, sont spontanément décidés à orienter la richesse qui est mise à leur disposition dans la bonne direction ou s'il faut faire le travail à leur place. Ce serait triste, mais si on en arrive à cette conclusion, il faudra l'accepter..."*

Bref, non seulement les capitalistes ne croient plus à l'investissement, mais les plus lucides avouent même que pour supprimer la spéculation il faudra les supprimer, eux.

JOURNÉES D'ACTIONS SYNDICALES

Comme d'habitude...

Petit à petit, la rentrée sociale syndicale se met en place. Aux dernières nouvelles, c'est la fédération CGT des PTT qui appelle à une grève pour le 15 septembre. Cela vient s'ajouter à la journée interprofessionnelle CGT prévue pour le 1er octobre, à la manifestation de Force Ouvrière pour le 3 octobre, et à l'annonce par les fédérations de fonctionnaires CFDT, FEN, FO, CFTC et autonomes (FGAF) d'une grève pour le 15 octobre.

Pour les syndicats, donc, pas de changement par rapport à la routine habituelle, c'est toujours la programmation de journées d'actions, agrémentées par la concurrence entre elles que suscitent les prochaines perspectives électorales. Les élections prud'homales de décembre 1987, les présidentielles de mai 1988, font courir chacun des appareils syndicaux pour leurs objectifs respectifs. Et ces objectifs ne sont certes pas, même pas accessoirement, la solution des problèmes graves qui se posent au travailleurs : ceux des salaires, ceux de l'emploi, ceux de la Sécurité sociale.

Car les solutions à ces problèmes, ce ne sont pas les roulements de tambour des sempiternelles journées d'action qui peuvent les apporter. Cela fait bien longtemps que le patronat et le gouvernement ne les craignent plus, et cela fait bien longtemps que la majorité des travailleurs y reste indifférente. Plus personne ne croit que les syndicats se préparent à une lutte sérieuse, d'ampleur générale, pour faire reculer le gouvernement et les patrons. Les luttes sérieuses, ce ne sont pas eux qui les déclenchent, et la grève des cheminots de l'hiver dernier l'a encore prouvé.

A défaut d'autres mouvements, les militants ouvriers pourront participer aux journées d'action des uns et des autres. Mais cela ne les dispensera pas, s'ils veulent une véritable contre-offensive des travailleurs contre les patrons et le gouvernement, s'ils veulent ne serait-ce qu'une véritable augmentation des salaires, de préparer eux-mêmes les groupes de travailleurs qui seront les artisans d'une véritable lutte générale avec tous ceux qui aujourd'hui ont conscience du dérisoire et ridicule spectacle que donnent les appareils syndicaux.

L. G.

"Hypersensible à la fiche de paye" : il y a de quoi !

Le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) vient de publier un constat concernant l'évolution globale des revenus entre 1983 et 1986.

Les choses sont claires : d'après cet organisme officiel, le pouvoir d'achat des salariés aurait globalement baissé, de 0,5% à 3% selon les catégories ; les fonctionnaires et les agents des grandes entreprises publiques seraient les plus touchés. Quant au pouvoir d'achat des retraités, il aurait aussi baissé, de 0,5% à 2%.

On savait déjà que pendant ce temps les entreprises industrielles, les sociétés financières avaient réalisé des profits jamais vus. L'étude du CERC montre qu'en fait beaucoup d'autres catégories sociales se sont aussi enrichies : le pouvoir d'achat de la plupart des professions commerciales et libérales serait aussi en hausse, à un rythme variant entre 3% et 7% par an.

La classe ouvrière est la seule à payer la crise, et pour cause : c'est grâce aux sacrifices qu'on lui impose que tout le reste de la société peut continuer à voir ses revenus prospérer malgré la stagnation de la production et du commerce.

Mais la bourgeoisie sait que, justement parce que la production stagne, elle ne peut faire de l'argent qu'en exploitant davantage les travailleurs. Elle sait aussi qu'à trop tirer, on peut provoquer des réactions de colère. Et en cette rentrée apparemment calme, où les syndicats parlent un langage modéré, on voit cependant les publications patronales et financières se faire l'écho d'une inquiétude.

Gestion Sociale, une publication qui s'adresse aux chefs d'entreprise, vient de publier une enquête concernant le climat social dans 390 entreprises ou établissements regroupant 180 mille salariés. Les résultats montreraient que "la base", "calme en apparence", serait "hypersensible à la feuille de paie". Et *Gestion Sociale* évoque au passage que, dans 91% des entreprises concernées, l'augmentation des salaires n'a pas excédé 1,27% (alors que Balladur, on s'en souvient, annonce déjà 3% de hausse des prix). La même étude constatait que dans la moitié de ces entreprises des licenciements importants ont eu lieu au cours des six derniers mois ou doivent avoir lieu d'ici novembre. Et le rédacteur de s'inquiéter des signes de mécontentement et de tension dans 34% des cas considérés et des risques de conflits dans 8% d'entre eux...

Les capitalistes et ceux qui gouvernent savent bien ce qu'ils ont imposé à la classe ouvrière ; ils savent ce qu'ils lui réservent. Et tout le problème pour eux est de continuer sur leur lancée, sans prendre trop de risque de provoquer des mouvements sociaux qui les prendraient au dépourvu.

C'est ainsi que le *Journal des Finances* du 29 août estimait que le gouvernement envisageait *"un coup de pouce au pouvoir d'achat"* en souhaitant, disait le journaliste, *"qu'il intervienne le plus tard possible"*, entre autres *"pour qu'il s'inscrive suffisamment près des élections pour que la majorité puisse en retirer les bénéfices qu'elle espère"*.

Mais les travailleurs n'ont pas d'illusions à se faire. Ce *"petit coup de pouce"* que la bourgeoisie et le gouvernement sont prêts à donner, si besoin est, pour calmer les esprits et grapiller des voix, ne sera qu'une petite parenthèse électorale. Car, par ailleurs, les politiciens ne cachent pas leurs projets.

C'est ainsi que dans *le Nouvel Observateur* du 28 août, Jean Peyrelevade, un ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon, annonçait tout crûment qu'un nouveau plan de rigueur devrait suivre de quelques mois l'élection présidentielle, en affirmant notamment : *"Le prochain plan de rigueur est en marche. Son adoption suivra de près la prochaine élection présidentielle. Cette triste conviction découle de deux constats. D'abord l'économie de notre pays souffre toujours de difficultés structurelles en matière de protection sociale et de commerce extérieur. Ensuite la politique budgétaire et fiscale poursuivie depuis 18 mois, et qui fait la part trop belle aux ménages, n'est pas de nature à les résoudre"*.

Et d'annoncer très clairement qu'en ce qui concerne la Sécurité sociale *"il faudra, en 1988, prélever (...) 1% du revenu des ménages."*

En nous exposant aussi cyniquement leurs calculs, leurs mensonges et leurs projets tous ces gens-là ont au moins le mérite de nous montrer la voie à suivre. Ils ne nous donneront rien d'eux-mêmes. Ils ne céderont que ce que nous saurons exiger d'eux. Ils ne nous donneront une toute petite partie de l'argent dont leurs coffres-forts regorgent que si nous savons leur faire peur. Et leur faire peur, nous le pouvons : ils le disent eux-mêmes !

Henriette MAUTHEY

Le SMIC : salaire minimum ou salaire maximum

D'après la CGT, dans l'Ile-de-France au cours des deux dernières années, le pourcentage des travailleurs payés au SMIC serait passé de 4 à 10% dans les grandes et moyennes entreprises et de 18 à 45% dans les petites.

L'explication est simple. Le blocage des salaires fait que de nombreux salariés payés auparavant un peu au-dessus du SMIC ont été "rattrapés", si l'on peut dire, par le SMIC qui a évolué un peu plus rapidement.

Par ailleurs de nombreux départs de travailleurs moyennement payés ont été remplacés par des travailleurs payés au SMIC.

Ce qui est vrai dans l'Ile-de-France est vrai dans d'autres régions.

Et le plus grave est sans doute que le SMIC est en train de ne plus être le salaire en dessous duquel les patrons ne peuvent pas descendre. "TUCistes", stagiaires de toutes catégories, travailleurs sous contrats divers en sont à devoir accepter des rétributions bien inférieures. Et le patronat espère généraliser cette pratique. C'est pour cela d'ailleurs qu'il aimerait en finir avec cette notion même de SMIC, qui l'oblige à ruser pour baisser les salaires.

Rogné par tous les bouts

Rogné par tous les bouts, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière l'est bel et bien !

D'après l'UNAF (l'Union nationale des associations familiales), les allocations familiales auront perdu à la fin de l'année une partie de leur pouvoir d'achat par rapport à 1985 : 1% environ pour les familles de deux enfants, environ 0,2% pour celles de trois enfants.

Pour les familles aisées, cela passera peut-être inaperçu, mais pas pour les familles de plus en plus nombreuses qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois.

ICI
FRANCOLOR
(Oissel)

Accidents en série : un mort

L'usine chimique Francolor de Oissel (banlieue de Rouen) qui emploie 500 ouvriers est une des plus dangereuses de la région. Classée Seveso on y utilise du cyanure, du mercure, du phosphore, etc... sans parler des déchets déversés dans la Seine.

Depuis six mois des accidents graves se sont produits dont trois ces dernières semaines.

Le 18 août, au bâtiment 24, un sécheur explose (plusieurs éléments du couvercle étaient fêlés). Un ouvrier qui travaillait seul (au lieu de deux) est projeté contre des appareils et victime de fractures du crâne. Le 1er septembre, au Penta, un ouvrier intervenant sur une fuite de phosphore est transformé en torche vivante, brûlé à 80 %, il meurt le lendemain à l'hôpital de Nantes. Dans cet atelier, ce sont près de 300 kg de poudre qui ont été utilisés en un an pour éteindre les incendies ; mais la direction a eu le culot de déclarer à la télé qu'il n'y avait pas eu de problèmes en vingt ans !

Le 3 septembre, au bâtiment 14, lors d'une mise en fût de colorant, une vanne fuit. En voulant la fermer un ouvrier absorbe une grosse quantité de colorant en poudre et se retrouve à l'hôpital.

Ces accidents ont suscité une grande émotion parmi les travailleurs qui se sont retrouvés le 4 septembre, une centaine à l'appel de la CGT, pour en discuter et aller demander des comptes à la direction. Cette dernière avait d'ailleurs fait des déclarations à la télé mettant en cause *"la faute humaine à 80 %"*, ce qui était très mal passé auprès des ouvriers. Devant eux elle est revenue en arrière, expliquant que *"la faute humaine c'était tout le monde, eux compris"*.

Pourtant les raisons de ces accidents ne sont pas difficiles à trouver : depuis plusieurs années ICI diminue les effectifs (en particulier ceux de l'entretien), n'investit ni n'entretient correctement le matériel. Par exemple au "24" des néons antidéflagrants sont bricolés avec du scotch, au Penta des travaux dangereux de nettoyage des cuves de phosphore sont faits à la main. Tout ce qui est fait, ou presque c'est repeindre la rouille.

Qu'ICI ne vienne pas dire qu'il est "pauvre", c'est le 4e trust mondial mais il préfère prendre des participations à coup de millions de dollars dans d'autres trusts (comme Unilever), plutôt que d'investir dans la sécurité.

SÉCURITÉ SOCIALE ET MUTUELLES

Malades et personnes âgées, le coup de force du gouvernement qui tape sur les plus faibles

La suppression du remboursement à 100 % des soins et médicaments qui ne concernent pas directement la maladie, mesure parmi celles prises par le gouvernement pour boucher le trou de la Sécu et visant particulièrement la catégorie des personnes les plus âgées et les retraités, a des répercussions concernant le fonctionnement des mutuelles.

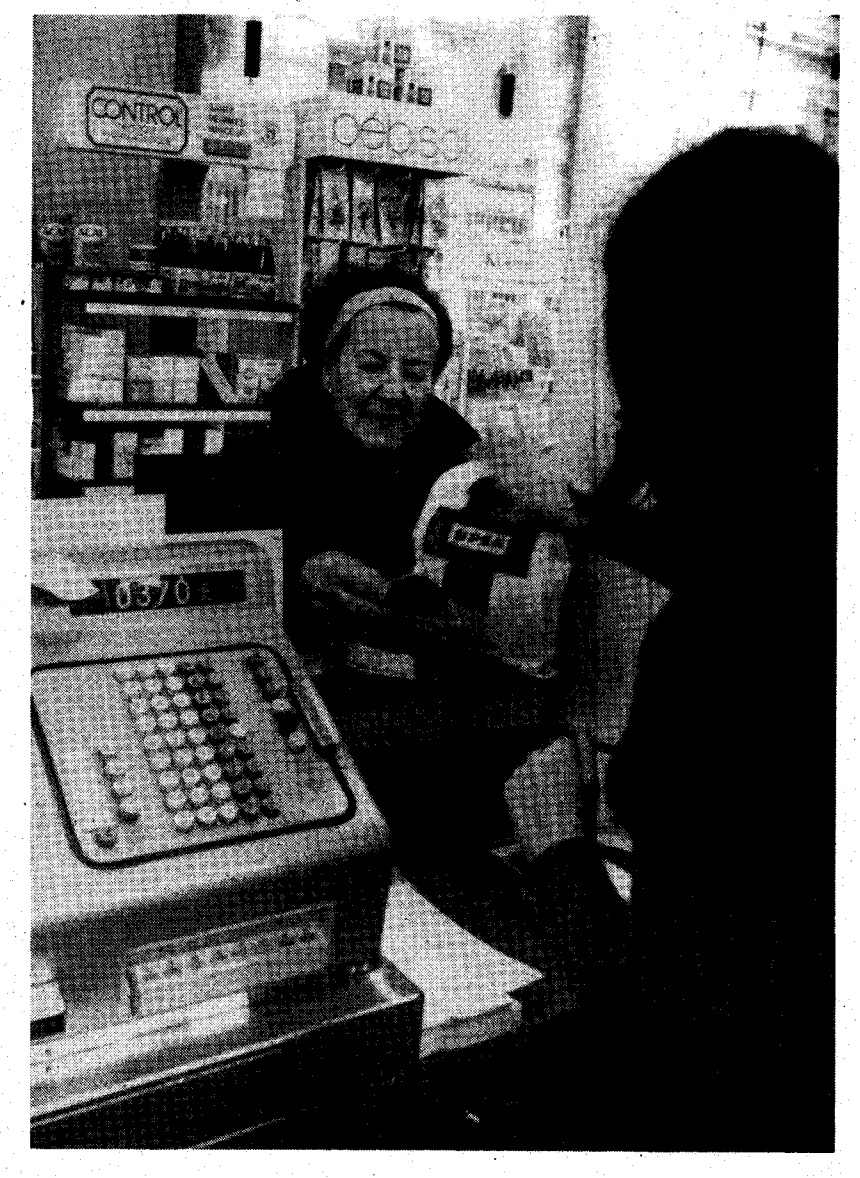
Dans la mesure où ils bénéficiaient du remboursement à 100 %, les gens concernés, travailleurs ou retraités, ne voyaient plus la nécessité de cotiser à une mutuelle, vu que l'objectif de celles-ci est de compléter le remboursement de la Sécurité sociale. Et ils ont donc résilié leur appartenance. Coincés aujourd'hui par les mesures gouvernementales, nombre de ceux-ci demandent maintenant à réadhérer à leur mutuelle, mais se heurtent soit à des réticences, soit carrément à un refus. Telle mutuelle, par exemple, veut bien accepter de prendre les moins de soixante ans, mais refuse les retraités.

C'est que les mutuelles veillent à l'équilibre de leur budget et refusent de faire tous les frais des mesures contre la Sécu prises par le gouvernement. Les travailleurs doivent-ils alors faire pression sur elles pour exiger qu'il n'y ait aucune exclusive ? Ce serait de toute façon une fausse solution. Le trou de la Sécu, répercuté en trou des mutuelles, ne pourrait que se traduire soit par une baisse des remboursements, soit par une augmentation des cotisations pour les travailleurs mutualistes.

Il est vrai qu'il est particulièrement odieux que ce soit ceux qui sont les plus faibles, ceux qui sont en plus mauvaise position pour se défendre, soit parce qu'isolés, quand ils sont retraités, soit parce qu'en général âgés et diminués par la maladie, qui fassent les frais de la situation. Mais s'il peut sembler plus facile de faire pression sur les mutuelles, organisations gérées paritairement, donc où les syndicats sont présents, que de contraindre le gouvernement à revenir sur les mesures indécentes qu'il a prises, il serait illusoire de penser qu'on pourrait ainsi régler le problème. Car il ne s'agit pas de répartir différemment les coups que distribue le gouvernement, mais de les éviter et pour cela de les rendre.

C'est pourquoi la solidarité entre tous, travailleurs, malades, retraités ou non, est nécessaire. Non pas pour faire encaisser le coup aux mutuelles, mais pour faire revenir le gouvernement sur ses mesures inadmissibles.

L.G.



Quand les patrons intègrent les primes, c'est la lutte pour les salaires qui est à l'ordre du jour

Les patrons partisans de l'intégration des primes au salaire de base, voilà qui était, jusque-là, quand même assez rare, car ils préféraient généralement conserver à une fraction de la paye des travailleurs un caractère exceptionnel, aléatoire, celui d'un cadeau plutôt que d'un dû. Mais il apparaît aujourd'hui que des patrons, sinon l'ensemble, s'orientent vers une résorption des primes, du style des 13e ou 14e mois, ou des primes d'ancienneté. C'est le cas actuellement par exemple dans les grandes banques, où les directions vont soumettre à la signature des syndicats des accords sur l'intégration des mois supplémentaires et des primes exceptionnelles.

Des travailleurs s'interrogent pour savoir si l'on doit ou pas se réjouir de ces initiatives patronales, et des syndicats se positionnent quant à leur signature. Il est certain que lorsque ces primes ont été attribuées, l'intérêt des travailleurs aurait été que ce soit leur salaire qui augmente, plutôt que leur patron en diffère une partie pour la verser moyennant des conditions généralement plus contraignantes que le salaire de base.

Au temps du plein emploi, les patrons voyaient un avantage à faire miroiter aux travailleurs qu'ils employaient qu'ils avaient en plus de leurs salaires des avantages liés à leur "générosité". Ils soignaient l'image de leur entreprise de cette façon, de même qu'ils augmentaient les primes d'ancienneté pour retenir leurs salariés, à un moment où la main d'œuvre ne se trouvait pas facilement.

Aujourd'hui, avec le chômage, certains patrons ne voient plus guère d'utilité dans tout cela. Au contraire même puisqu'ils peuvent réduire les salaires d'embauche au SMIC, quand ils ne se débrouillent pas pour payer encore moins par le biais des SIVP ou autres types de "stages", ils ont alors intérêt à ne payer que douze mois et non pas treize ou quatorze par an.

Le contexte dans lequel interviennent ces initiatives patronales, c'est celui de l'offensive du patronat contre les salaires. Désirant profiter au mieux de la situation que leur offre le chômage, ils cherchent par tous les bouts à réduire les salaires, et ils ne se contentent pas de la réduction par le simple jeu de l'inflation, les salaires étant bloqués alors que les prix montent.

C'est ainsi que le CNPF réclame "l'annualisation du SMIC", ce qui permettrait en faisant varier le salaire d'un mois sur l'autre de rendre aléatoire le contrôle du minimum pour les travailleurs embauchés pour quelques mois, voire quelques jours. Et on peut s'attendre dans la période à venir à toutes sortes d'inventions de la part du patronat, y compris même à des mesures sans fard, des baisses autoritaires de salaires.

Alors le problème urgent d'aujourd'hui n'est pas de se battre pour ou contre l'intégration des primes mais de préparer une véritable lutte des travailleurs pour les salaires.

LG

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

Quelques films récents

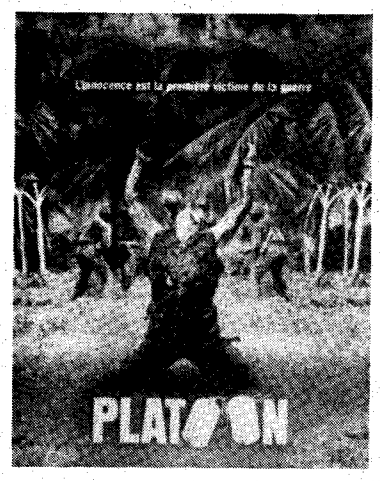
RADIO DAYS
de Woody Allen

L'année 1943 aux Etats-Unis, dans une famille juive où la radio tient une grande place...
Action Ecoles 5e (vo), Gaumont Ambassade 8e, Gaumont Parnasse 14e (vo).

WELCOME IN VIENNA
d'Alex Corti

Retour à Vienne de deux jeunes antifascistes en 1945. Les lendemains de guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Utopia Champollion 5e (vo).

PLATOON
de Oliver Stone



1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
George V 8e (vo), Hollywood 9e.

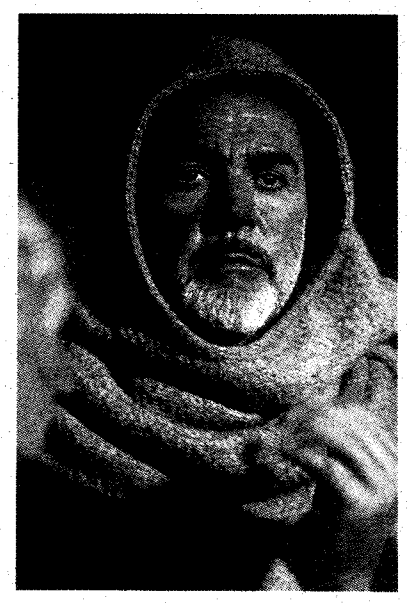
MON CHER PETIT VILLAGE
de Jiri Menzel

Des villageois d'un petit village tchèque, leurs querelles, mais aussi leur complicité contre les bureaucrates.
La Bastille 11e (vo).

AMADEUS
de Milos Forman

Le conflit entre Mozart, génie farceur, et Antonio Salieri, compositeur de la cour, sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables, tout comme la musique.
Forum Arc-en-ciel 1er (vo), George V 8e (vo).

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud



Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade.
Publicis Elysées 8e (vo), Lumière 9e, Convention St Charles 15e.

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds et une jolie et énergique sourde-muette. Un plaidoyer pour le droit à la différence.
Publicis Matignon 8e (vo), Lumière 9e, Montparnos (14e).

Quelques films plus anciens et quelques classiques

GANDHI
de Richard Attenborough

Ce film éloge de la non-violence, montre l'itinéraire de Gandhi, dirigeant nationaliste qui a mené l'Inde à l'indépendance et les masses indiennes à l'impasse.
Montparnasse 14e (vo), Studios Ursulines 5e (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
de Milos Forman

Un petit truand pas si fou que ça débordant de vitalité apporte une bouffée d'air dans un asile psychiatrique.
Studio des Ursulines 5e (vo), 3 Parnassiens 14e (vo).

UN TRAMWAY NOMME DESIR
d'Elia Kazan

En Louisiane, l'affrontement de trois personnages dans la déchéance (d'après la pièce de Tennessee Williams).
Action Rive Gauche 5e (vo).

LES VACANCES DE M. HULOT
de Jacques Tati

Le timide et distrait M. Hulot passe des vacances en Bretagne. Des gags et de la poésie.
Gaumont Opéra 2e, Saint-Michel 5e, Gaumont Ambassade 8e, Gaumont Alésia 14e, Gaumont Parnasse 14e.

LE GUÉPARD
de Lucino Visconti

Un aristocrate sicilien assiste à l'effondrement de la société qui fut la sienne.
Latina 4e (vo).

"La famille"
d'Ettore Scola

avec Vittorio Gassman et Fanny Ardant

Dans les réunions familiales se côtoient plusieurs générations et parfois, au détour d'une conversation, surgit un événement qui a marqué l'histoire de la famille.

En 2 h 10 — moins de temps que certaines réunions familiales ! — Ettore Scola a remis dans l'ordre chronologique la chronique familiale d'une famille bourgeoise italienne. Le narrateur est un universitaire italien.

Parfois la chronique familiale croise l'histoire politique. Il y a ce cousin Ernesto, entrevu quelques instants avant qu'il ne parte pour Paris, pour rejoindre l'Espagne républicaine. Il y trouvera d'ailleurs la mort en 1937. Sa photo prise devant la tour Eiffel, posée sur une commode est le seul témoignage qui permette encore de se souvenir de lui.

Il y a bien sûr le fascisme en Italie. Mais il prend ici la forme souffreteuse d'un oncle, petit fonctionnaire de dernière catégorie, qui, pour survivre, a bien dû endosser la chemise noire des fascistes pendant que le narrateur, lui, a perdu le droit d'enseigner et campe dans une attitude dédaigneuse. Après la guerre, on rêve, quelque temps, de renouveau, mais le train-train reprend.

Les années passent. Les enfants deviennent adolescents, les adolescents, des hommes et des femmes, les adultes se transforment un jour en vieillards. Qu'a-t-on fait de sa vie ? Eh bien, on a vécu. Y a-t-il quelque chose à regretter. Apparemment, rien. Finalement, c'était bien ainsi, suggère le narrateur.

Si le dernier film d'Ettore Scola se fait l'écho parfois de grands événements historiques — difficile d'évoquer l'Italie de 1906 à 1986, sans parler de Mussolini évidemment — ce n'est pas son propos principal. Il préfère se limiter à la chronique douce-amère d'une famille bourgeoise italienne. Le film ne décolle guère. Il est aussi ennuyeux que la "famille" dont il nous conte l'histoire.

J.F.

"Agent trouble"
de Jean-Pierre Mocky

Un autocar dans la neige avec une cinquantaine de cadavres à bord : voilà un spectacle étonnant dont est témoin un jeune homme un peu marginal. Pour lui l'occasion est trop belle et il a tôt fait de faire les poches des cadavres.

Seulement, le lendemain, aucun journal ne parle de ce carnage. La version officielle rapporte que le car serait tombé dans un lac et les touristes morts noyés...

Voilà donc le jeune homme sur le pied de guerre pour essayer de comprendre cette ténébreuse affaire, et pourquoi pas en tirer encore quelque profit. Mal lui en prend, il va lui aussi périr de mort violente... C'est alors sa tante, une gardienne de musée qui mène une vie bien rangée, qui à son tour partira à la recherche de la vérité, en même temps d'ailleurs que les assassins de son neveu chéri.

Dans ce film l'intrigue policière ne compte guère, on n'y croit pas et elle sombre dans l'invraisemblance. Mais qu'importe, on marche tout de même et l'on s'amuse durant presque toute la durée du film. Les acteurs sont excellents. Catherine Deneuve dans le rôle de la tante, à la fois réservée et intrépide, Richard Bohringer en antiquaire d'apparence cynique mais au cœur tendre, Dominique Lavanant et Tom Novembre interprètent des personnages à la fois caricaturaux et attachants. Et si le mépris qu'éprouve Mocky pour la vulgarité et la bêtise — dans ce film, celles des passagers d'un voyage organisé en Alsace — est parfois irritant, l'auteur parvient tout de même à nous faire rire ou sourire.

Un film que l'on peut voir pour se distraire mais que l'on oublie assez vite.

S.F.

"Man on fire"
d'Elie Chouraqui

Brisé par les horreurs de la guerre au Vietnam, en Amérique centrale ou au Liban, un ancien agent de la CIA échoue en Italie, sur les rives paisibles du lac de Côme, là où s'étagent les somptueuses villas de la bourgeoisie turinoise et milanaise.

L'Italie n'est certes pas le Salvador, Beyrouth ou Saïgon, mais dans ce pays d'Europe l'existence d'un grand banditisme ou d'un terrorisme réveille dans la mémoire de l'ex-agent américain l'image des atrocités qu'il a vécues dans quelques-uns des pays pauvres où son gouvernement intervient ou est intervenu directement.

Engagé par un grand avocat que ses affaires tiennent éloigné d'Italie, il a pour tâche de protéger la fille de celui-ci, une enfant de douze ans.

Dans la première partie — assez réussie — du film, se noue entre l'enfant et l'adulte, deux êtres seuls, une certaine complicité, une tendresse même. La spontanéité de la jeune fille, son intelligence, sa vivacité d'esprit réapprennent même le sourire à cet ancien mercenaire.

Survient alors l'enlèvement de la jeune fille par des gangsters qui réclament à la famille une forte rançon. L'agent américain, fou de rage, s'élance alors à la poursuite des ravisseurs et le film sombre dans une succession de scènes violentes. Avec ses poings, à l'arme blanche, au revolver ou, quand ses adversaires sont trop nombreux à l'aide de bombe ou d'un camion lancé à vive allure, il tente de délivrer l'enfant.

Aucun suspens même puisque, l'on s'en doute, l'ex-agent secret transformé en "Exterminator" ou autre "Rambo" parviendra à ses fins aux termes d'un long affrontement aussi ennuyeux que meurtrier.

G.L.

RÉÉDITION

"Samedi soir, dimanche matin"

d'Alan Sillitoe

Alan Sillitoe est né en 1928 à Nottingham, dans le Nottinghamshire, une région minière, où la tradition religieuse et politique fut toujours placée sous le signe de la dissidence. C'est du Nottinghamshire qu'étaient partis les puritains qui allaient constituer la première colonie de peuplement des futurs Etats-Unis. C'est dans cette région que démarra en 1812 la révolte luddite où l'on vit les travailleurs s'attaquer à ce qui semblait la cause première de leur misère : les machines. Ce fut longtemps une zone phare de la combativité des mineurs anglais.

La famille de Sillitoe, de petits artisans et des ouvriers, fut très touchée par la crise de 1929. Après une scolarité bâclée, Sillitoe se retrouva fraiseur dans l'usine de bicyclette Raleigh. En 1948, il est envoyé faire son service militaire, en Malaisie, un pays où l'impérialisme anglais affrontait une guérilla communiste. Sillitoe en revint tuberculeux. Il n'eut plus le droit de travailler en usine. Mais son séjour d'un an et demi dans un sanatorium fit de lui un écrivain : il découvrit la lecture et le plaisir d'écrire. Il rédigea d'abord des nouvelles mais ce fut la publication de ce roman en 1958 qui lui amena la notoriété et surtout la possibilité de vivre de sa plume.

Arthur est un jeune ouvrier révolté. *"Tu vas recevoir une grosse prime de la boîte à Noël. Ça fait combien de temps que tu y travailles"*, lui demande un jour Jack, un de ses copains de boulot. *"Huit ans. Une condamnation à perpétuité ! Si je fais vingt-et-un ans, c'est que j'aurais commis un crime"*, lui répond Arthur.

L'aspiration d'Arthur est de s'échapper de l'usine pour ne plus subir la monotonie répétitive du travail, ni la présence sournoise du "chrono" qui tente de réaligner les temps de fabrication des pièces en faveur de la direction.

A 22 ans, Arthur se sent fort. Le monde lui appartient. Il ne se laissera pas avoir, et certainement pas par le chrono : il sait habilement ralentir la cadence quand celui-ci passe dans les parages, encore que l'autre fois... Arthur est un malin. Il sait vivre lui. Dès qu'il est dehors, la vraie vie commence...

La "vraie vie" que la société a à offrir à un jeune ouvrier c'est par exemple des séjours un peu prolongés au "pub".

Heureusement, pour se réconforter, il y a les bras accueillants de Brenda, la femme de Jack, ce copain de l'usine qui, par bonheur, travaille de nuit. C'est un malin Arthur, ce n'est pas lui qui se fera avoir par le mariage...

Entre les "mufflées" au pub et les parties de cache-cache avec certains maris bafoués et plus irascibles que la moyenne, la "vraie vie" suit son cours.

Parfois, il y a un coup dur. Comme le jour où Brenda se retrouve enceinte et qu'il faut bien "faire passer" l'enfant. On fait alors appel aux remèdes de bonne femme...

A force de tourner en rond entre les lendemains de cuites difficiles et les pugilats avec les maris trompés, Arthur fait l'apprentissage qu'il est bien difficile, aussi malin soit-on, de biaiser avec la réalité.

Est-ce à dire qu'Arthur ne pense qu'à la rigolade ? Pas forcément. Arthur a aussi des idées, même si, "samedi soir", il ne se donne guère les moyens de les mettre en œuvre.

En ce début des années cinquante, il est parfois question de la Guerre froide dans les conversations de l'usine : *"Ils tâtaient le terrain pour une autre guerre maintenant, avec la Russie, cette fois-ci. Mais ils allaient jusqu'à vous assurer que c'en serait une courte, quelques grands boums et tout serait réglé. Quelle blague ! On s'y battrait en compagnie des Allemands qui nous avaient bombardés lors de la dernière guerre. Pour qui donc qu'ils nous prenaient ? Pour des cons ? Mais un de ces jours ils verront qu'ils se sont trompés"*.

Arthur fait la connaissance de Doreen. Elle entend bien faire d'Arthur son mari... et elle arrivera à ses fins. Arthur va-t-il alors sombrer de la révolte individualiste au conformisme le plus plat ? Apparemment pas. L'auteur nous suggère plutôt qu'il peut encore apprendre qu'il appartient à une classe sociale, la classe ouvrière, et que la révolte individuelle, pour ne pas être vaine, doit déboucher sur l'effort collectif pour se libérer.

"Quand on est un révolté, explique Arthur, on le reste toujours. On ne peut pas s'en empêcher, on ne peut pas le nier. Et ça vaut mieux d'être un révolté, parce que ça leur fait voir que ça n'prend pas, leurs trucs pour essayer de vous avoir. Les usines, les Bourses du travail et les assurances sociales, c'est pour vous faire gagner votre vie et défendre vos droits qu'ils disent ! Mais c'est jamais que des attrape-nigauds qui vous suceraient comme des sables mouvants si vous ne restiez pas sur vos gardes. A l'usine, on vous fait trimer à en crever, à la Bourse du travail, on vous engourdit à en crever avec de belles phrases, et les assurances sociales et les contributions vous pompent les sous de votre paie et vous vident à en crever".

L'auteur suggère continuellement que, malgré tous ses efforts, la société capitaliste n'a pas réussi, quelles que soient les doses de réformisme qu'elle inocule à la classe ouvrière, à l'intégrer entièrement et, à tout moment, ce qui vit enfoui dans la conscience ouvrière pourrait bien lui exploser à la figure.

Les romans qui évoquent les aspirations des travailleurs du monde capitaliste ne sont pas très nombreux. Autant dire que ce livre, écrit par un homme qui avait encore assez en mémoire pour rapporter ce qu'il avait vécu en usine, et assez de colère contre la société bourgeoise, mérite d'être lu.

Jacques FONTENOY

Coll. Points-Roman, éd. du Seuil, 283 p., 28 F

Sélection télé

Samedi 12 septembre

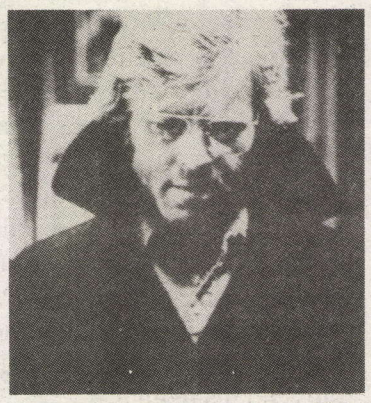
20 h 35. A2. 33 ans d'Olympia. Des chanteurs comme Gilbert Bécaud ou Michel Sardou, mais aussi des films d'archives sur Jacques Brel ou Edith Piaf, pour évoquer le passé de ce music-hall parisien.

20 h 35. La 5. Farandole. Le chanteur Pierre Perret, est l'invité de cette émission de variétés.

Dimanche 13 septembre

20 h 30. TF1. Spécial Police. Téléfilm avec Richard Berry, Carole Bouquet et Fanny Cottençon. "Un polar" sur le thème du policier intègre face à une organisation terroriste.

20 h 30. La 5. Film : Les trois jours du condor de Sydney Pollack avec Roberd Redford et Faye Dunaway. Un mélange d'espionnage et de politique-fiction.



20 h35. FR3. Hommage à Shirley MacLaine. L'ex-danseuse devenue actrice réputée évoque sa carrière.

22 h 05. A2. Ferveur : la Comédie française vue du côté des coulisses : un de ses pensionnaires présente ses activités.

23 h 15. TF1. André dans les villes. L'émigré hongrois André Kertesz, moins connu que Cartier-Bresson ou Doisneau, a photographié avec tendresse la vie des quartiers de Paris et, à sa mort, a légué ses photos "au peuple français". Les voici.

Lundi 14 septembre

20 h 30. TF1. Film : Le casse de Henri Verneuil, avec Jean-Paul Belmondo. Si on excepte la scène du casse lui-même, le film ne casse rien.

20 h 30. La 5. Film : J'ai épousé une ombre de Robin Davis avec Nathalie Baye. La dernière adaptation du roman de William Irish : une jeune femme saisit une occasion unique, se fait passer pour une autre et épouse un jeune et riche bourgeois bordelais. Mais ensuite...

20 h 30. M6. Films à la carte. Les téléspectateurs pourront choisir entre deux films bien différents : **L'argent de la vieille** de Luigi Comencini (les riches et les pauvres dans l'Italie des années soixante-dix) et **Scotland Yard joue et gagne,** un film policier datant de 1958.

22 h 15. A2. Trente ans de télé. Serge July présente l'usage qu'en ont fait Guy Mollet, De Gaulle, Pompidou, Giscard et Mitterrand.

Mardi 15 septembre

20 h 30. TF1. Film : Rio Bravo d'Howard Hawks avec John Wayne et Dean Martin. Un western classique sur les rapports entre la peur et le courage.

20 h 35. A2. Les dossiers de l'écran présentent **Kramer contre Kramer,** un film émouvant de R. Benton avec Dustin Hoffman et Meryl Streep. Suite à un divorce, un père apprend ce que veut dire élever un enfant... Débat : "les enfants victimes de la guerre des parents".

20 h 35. La 5. Film : La grande vadrouille de Gérard Oury avec Bourvil et Louis de Funès. Enième rediffusion de cette variation rassurante sur le thème : quelles étaient ridicules les troupes d'occupation en 40-45, et comme les Français étaient malins et débrouillards.

Mercredi 16 septembre

20 h 35. A2. Musiques au cœur. La Callas à l'Opéra de Paris, dix ans avant sa mort. La diva des divas interprète des airs de Bellini, Rossini et Verdi.

20 h 35. FR3. Tartuffe de Molière, Robert Hirsch donne son interprétation de ce faux-cul modèle.

Jeudi 17 septembre

22 h 30. A2. Edition spéciale. Ce magazine d'actualité d'Alain Wieder présente la première partie d'un reportage sur **les musulmans en France.**

22 h 40. FR3. Océaniques. Un reportage sur les Txicao, derniers Indiens du Brésil.

Vendredi 18 septembre

22 h 00. M6. Les privés ne meurent jamais. Guy Marchand présente deux séries américaines réalisées dans les années cinquante par Blake Edwards celui-là même qui devint l'inventeur de la panthère rose.

22 h 35. FR3. La pub, mode d'emploi. Cela pourrait être intéressant puisqu'il sera question, des échecs marquants de la publicité.

23 h 02. A2. Ciné-club : Le faucon maltais de John Huston avec Humphrey Bogart. Parabole sur la course au fric : un "privé" et une bande de malfrats des deux sexes danse la sarabande autour d'une statuette réputée précieuse...

23 h 30. FR3. Maria Callas en concert. Deuxième partie de l'émission consacrée à la voix des voix : entre autres, les ouvertures de "La force du destin" de Verdi et du "Barbier de Séville" de Rossini.

PHILIPPINES

Cory Aquino, une marge de manœuvre de plus en plus réduite

Douze jours après le coup d'Etat manqué d'une partie de l'armée philippine, le gouvernement vient d'annoncer sa démission. Cette démission était l'une des principales revendications des mutins qui jugeaient plusieurs ministres trop mous dans la lutte contre les guérillas ; elle est un point marqué par les "rebelles".

Par ailleurs, Cory Aquino qui reste en place a annoncé la création d'un Conseil d'Etat comprenant des représentants de l'armée, des représentants des deux chambres et des représentants du "monde des affaires". Et tout laisse penser que le nouveau gouvernement qu'elle formera — si toutefois elle en forme un — donnera un rôle important à la droite, l'extrême-droite et l'armée.

Dans le même temps, non seulement la quasi-totalité des militaires insurgés ont été relâchés, mais leur leader Gringo Honasan reste insaisissable par ses supérieurs restés loyaux à Cory Aquino. Ses déclarations quotidiennes sur la nécessité de renforcer la rébellion, comme les déclarations de ralliement de cadres militaires de province, laissent en tout cas penser que le putsch manqué du 28 août a toutes les chances de n'être qu'une répétition.

Ce militaire lié à l'extrême-droite avait participé avec Cory Aquino à ce qu'il appelle aussi *"la révolution de février 1986"* marquée par la chute du dictateur Marcos. Il accuse d'ailleurs Cory Aquino d'en avoir trahi l'esprit. Ce baroudeur, qui se vante d'avoir fait ses armes dans la jungle en combattant les guérilleros musulmans et communistes, reproche à l'équipe civile en place jusque-là, d'avoir empêché l'armée d'être efficace dans la lutte contre les guérillas. Il cherche par ailleurs à se donner un visage populaire. Rien ne permet de dire s'il sera demain au pouvoir à la faveur d'un putsch réussi, ou grâce au consensus des civils, ou encore s'il passera la main à d'autres militaires. Mais il est certain que son aventure d'il y a deux semaines laisse à Cory Aquino une marge de manœuvre de plus en plus réduite.

Cory Aquino se maintiendra peut-être encore en place surtout si les Etats-Unis estiment qu'il vaut encore mieux qu'aux Philippines le régime conserve une façade parlementaire. Mais il y a bien sûr le risque qu'au fil des crises l'armée apparaisse à des fractions croissantes de la bourgeoisie philippine — et au bout du compte à l'impérialisme américain — la seule force capable d'assurer la stabilité politique.

Cory Aquino, comme Alfonsin en Argentine, comme Neves puis Sarney au Brésil, comme Sanguinetti en Uruguay — fait partie de ces politiciens bourgeois de couleur plus ou moins libérale qui, au sortir de longues dictatures usées et haïes ont été capables de canaliser sur la voie du parlementarisme (infiniment moins dangereux pour la bourgeoisie que celle des luttes sociales), le mécontentement populaire, la volonté de changement et les aspirations à un retour à la liberté de larges couches de la population.

Mais ces politiciens-là n'ont rien à offrir aux masses, ni le pain, ni la terre, ni la liberté. Et au fur et à mesure que leur régime s'use, fidèles à leur classe, fidèles aux possédants, loyaux vis-à-vis d'une armée déloyale à leur égard, ils finissent bien souvent par ne plus occuper que symboliquement le devant de la scène à moins que l'armée ne décide d'en finir même avec les symboles.

Cory Aquino n'a rien apporté à son peuple. Mais elle a apporté à sa classe, à la bourgeoisie philippine, dix-huit mois de calme relatif qui ont contribué à désarmer les masses politiquement et moralement face à des militaires de plus en plus arrogants. Et dans ce sens-là, elle a déjà, c'est vrai, fait le sale boulot dont elle était chargée.

Le drame c'est que ce sont les masses populaires philippines qui paieront.

H.M.

ARGENTINE

Après les élections

Les élections du 6 septembre au cours desquelles les Argentins élisaient la moitié de leurs députés et la totalité des gouverneurs des provinces, ont été marquées par un recul très net du parti du président Alfonsin, l'UCR (Union Civique Radicale) et une progression importante des péronistes.

Le parti d'Alfonsin qui avait 46,6 % des voix en 1983, au sortir de la dictature, avait déjà subi un recul en n'obtenant que 43,90 % en 1985. Cette fois il descend encore, à 37,3 %, et ne conserve qu'un poste de gouverneur de province sur 21.

Par contre le péronisme, grand vaincu de 1983, avec seulement 37,27 % des voix, et qui avait encore reculé en 1985 en perdant 5 % des voix, grimpe cette fois en flèche et remporte 41,5 % des suffrages. Ce n'est pas encore un score équivalent à ceux qu'il obtenait dans les années qui ont précédé la dictature où il atteignait 50 % et plus ; mais c'est une remontée qui peut laisser espérer aux péronistes un succès encore plus décisif aux Présidentielles de 1989.

Le péronisme était sorti affaibli, divisé et discrédité de la dictature. Il y a deux ans, il semblait que ses efforts pour donner une image rénovée, crédible n'avaient pas enrayé l'effritement de son électorat. Mais depuis deux ans les échecs d'Alfonsin, ses capitulations devant les militaires, la déception que sa politique a engendrée en particulier dans les classes populaires, ont permis aux péronistes de regagner du terrain sur le plan électoral.

Il faut dire que les reculs électoraux du mouvement péroniste n'avaient pas remis en cause le rôle décisif que les péronistes jouent dans la classe ouvrière argentine et plus globalement dans les classes populaires.

La CGT qui est le syndicat unique et officiel n'a jamais cessé d'être, depuis l'ère de Peron, aux mains de la toute-puissante bureaucratie péroniste. L'idée que le péronisme est lié à la classe ouvrière reste vivace. Le mythe d'un Peron favorable aux travailleurs parce que, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, dans une période faste pour la bourgeoisie argentine, il leur avait distribué quelques miettes, n'est pas mort. Et aujourd'hui encore, malgré la politique anti-ouvrière du premier règne de Peron, malgré la politique anti-ouvrière plus ouverte encore des péronistes au pouvoir entre 1973 et 1976, malgré les compromissions des dirigeants péronistes avec les dictatures, le péronisme apparaît encore à bon nombre de travailleurs comme une solution de rechange possible.

Les commentateurs s'interrogent pour savoir comment d'ici à 1989, date de la future élection présidentielle, l'Argentine va être gouvernée. Au niveau du Parlement, le parti d'Alfonsin n'ayant plus la majorité absolue devient en effet encore plus dépendant des péronistes. Or ceux-ci maintenant qu'ils ont repris en main des postes importants comme celui de gouverneur de Buenos Aires risquent de se refuser à toute collaboration. C'est en tout cas le sens des déclarations que le dirigeant péroniste Cafiero a faites au journal *Le Monde* le 11 septembre en affirmant qu'il n'était pas question pour lui de participer à un gouvernement avec les radicaux. Les péronistes préfèrent laisser Alfonsin encore plus affaibli assumer les problèmes économiques et les tensions croissantes entre le pouvoir civil et l'armée.

Cette élection pourrait donc bien ouvrir une série de crises politiques. Mais le plus important n'est pas ce qui se passe au niveau des sphères politiciennes. Le problème est que péronistes et radicaux, tous deux rivaux dans la course au pouvoir et aux postes, ont fondamentalement la même politique vis-à-vis de la classe ouvrière et des classes populaires. La campagne des péronistes contre les plans du FMI et le remboursement de la dette aurait été populaire : Alfonsin aujourd'hui s'en inspire dans ses discours publics. Mais même si leur langage est le plus souvent différent, plus populiste, les dirigeants péronistes n'ont à offrir aux travailleurs argentins que des plans d'austérité. Et si demain les militaires veulent revenir sur le devant de la scène, les péronistes ne seront pas davantage un rempart contre une dictature sanglante qu'ils ne l'ont été en 1976.

Le péronisme, "rénovateur" ou pas, ne peut que décevoir la classe ouvrière, comme Alfonsin l'a déçue. Mais le plus grave c'est que les illusions d'aujourd'hui et les espoirs que des centaines de milliers de travailleurs argentins pourront mettre dans la perspective d'un retour des péronistes peuvent contribuer à dévoyer leur mécontentement et leur combativité à un moment où la classe ouvrière a besoin de toutes ses forces et de beaucoup de lucidité. Car dans ce pays pauvre, elle doit faire face non seulement à l'offensive économique et sociale de la bourgeoisie mais aussi à la menace de voir l'armée reprendre en main les rênes de la vie politique pour mettre au pas, en tout premier lieu, les classes populaires.

Henriette MAUTHEY

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995